M. Georges Berry. J'ai déposé une motion préjudiciale tendant à demander à la Chambre de surseoir à l'examen du projet de séparation des Églises et de l'État jusqu'après les élections de 1906. J'ai été amené à déposer cette motion en m'inspirant des avis de tous ceux qui ont collaboré à la Constitution qui nous rejoint aujourd'hui et en particulier de l'opinion de M. Waldeck-Rousseau qui, en 1870, prononçant un discours sur les relations des députés avec le suffrage universel, s'exprimait ainsi : « La Constitution a proclamé que le droit du suffrage universel est permanent et non point temporaire. Elle a voulu qu'aux côtés que l'intérêt du pays l'exigeait, il fût concerté, qu'en tout temps le Parlement lui donnât subordonné et c'est pourquoi le pouvoir exécutif, par sa prérogative essentielle, n'est point son adversaire, mais son témoin et son garant. La faculté de dissolution, inscrite dans la Constitution, n'est point pour le suffrage universel une menace, mais une sauvegarde. »

Elle est le contrepoint essentiel des excès de parlementarisme, et c'est par elle que s'affirme le caractère démocratique de nos institutions.

Je ne pouvais pas placer cette discussion sous un meilleur patronage. En effet, n'étions-nous pas avant tout les hommes du suffrage universel et votre titre de représentants du peuple ne vous interdit-il pas de trancher des questions aussi graves que celle qui nous occupe avant d'en avoir révéré à vos électeurs. Trop bien ! trop bien! à droite et sur dix mille bancs au centre."

Or l'important question que nous allons discuter n'a pas été soumise, que je sache, aux collèges électoraux et, d'autre part, chaque fois qu'elle a été posée aux élections législatives, le corps électoral a répondu
très nettement qu'il ne voulait pas de la séparation.

À l'extrême gauche. Jamais de la vie!

M. Georges Berry. Je vais le prouver. Vous savez qu'en 1881 se produisit en France un grand mouvement, plus factice que réel d'ailleurs, en faveur de la séparation des Églises et de l'État; la plupart des programmes électoraux posèrent la question et la grande majorité des électeurs se prononça contre la déconcentration du Concordat. (Applaudissements à droite et sur divers bancs.)

La Chambre consultée à cette époque repoussa la suppression à une majorité de 300 voix. Je ne veux pas, messieurs, passer en revue toutes les périodes électorales et j'arrive à la dernière.

J'ai pris soin de faire le relevé des professions de foi centenaires dans le livre publié par notre collègue, M. Fouquet, et je suis arrivé à ce résultat; en 1902, 269 élus se sont occupés de la question; 140 ont affiché qu'ils étaient contre la séparation et 129 qu'ils étaient pour cette séparation.

M. Octave Chenavaz. M. Fouquet a fait un compte absolument inexact. Il n'a pas analysé toutes les circulaires et déclarations écrites faites par les candidats.

M. Georges Berry. Ce n'est pas lui qui a fait ce compte; c'est moi.

M. Octave Chenavaz. M. Fouquet a fait entrer dans son calcul, comme n'ayant pas dans leur mandat la séparation, des députés qui ont révoqué ce mandat depuis longtemps. Il s'est contenté de dire que le Concordat n'est pas une question de députation, comme la révision de la Constitution, ne l'est pas renouvelé dans toutes leurs affiches ou circulaires aux dernières élections.

Je suis de ces derniers et c'est pourquoi je dis que les chiffres de M. Fouquet sont inexacts.

M. Georges Berry. Mon cher collègue, je n'ai tenu aucun compte des professions de foi qui ont laissé de côté la question de séparation; j'ai dit que 269 députés en avaient parlé; vous n'êtes pas de ceux-là. Je ne vous mets pas en cause. 269 députés s'en sont occupés; 140 ont déclaré qu'ils voteraient «contre» et 129 qu'ils voteraient «pour». Telle est la situation exacte des partis. Mais, si je laisse de côté ceux de nos collègues qui sont des partisans de la séparation et qui n'en ont pas parlé, vous m'avouerez, messieurs, que je ne peux pas passer sous silence ceux qui, s'étant déclarés d'une façon formelle les adversaires de la séparation des Églises de l'État, ont sans souci de leurs anciennes déclarations voté, le 10 février 1905, le principe même de cette séparation.

J'ai relevé les noms de quelques-uns de nos collègues qui sont dans ce cas... j'aurais pu en citer un grand nombre... cependant, je ne veux pas être trop sévère, espérant que quelques-uns reviendront à des sentiments plus justes. Mouvements divers... À l'extrême gauche. Le scrutin le dira...

M. Georges Berry. J'ai donc relevé les noms de plusieurs de nos collègues, anti-séparatistes ici et séparatistes aujourd'hui. C'est ainsi que M. Galy-Gasparron, par exemple, qui déclare d'une façon nette dans sa profession de foi «qu'il est partisan absolu du Concordat», vote, dans la séance du 10 février 1905, la discussion immédiate de la séparation.

Un ministre de M. Combos qui, pendant longtemps, a été anti-séparatiste, qui a soutenu cette position dans toutes ses manœuvres électorales, se disait, lors des dernières élections notamment: - Partisan de toutes les libertés et en particulier de la liberté de conscience, et qui voulait voir l'Église et l'Etat traiter loyalement sous le régime concordataire. -

Elle bien M. Marné-Jou, car c'est de lui dont il s'agit, a sans doute oublié le 10 février ses anciennes déclarations puisque, ce jour-là, il a voté pour la séparation.

M. Lasles. Il a voté pour la discussion: ce n'est pas la même chose.

M. Georges Berry. Quand on s'est affirme adversaire de la séparation, on commence par ne pas voter la discussion sur la séparation, sinon on repousse l'opinion qu'on a soutenue devant ses électeurs.

M. Lasles. Vous êtes trop sévère! Tout doit se disputer.

- M. Eugène Reveillaud. Ce n'est là des arguments ad hominem.

M. Georges Berry. Je ne parle pas de vous, mon cher collègue.

M. Eugène Reveillaud. Vous ne me metrez pas en contradiction; j'ai toujours en mes sentiments.

M. Georges Berry. Un autre de nos collègues qui cependant a toujours eu jusqu'à présent une attitude conforme à ses principes, M. Cruppi, écrivait dans sa profession de foi, en grosses lettres: «Je suis partisan du budget des cultes.» -

Lui aussi a voté la discussion de la séparation.

Il en est de même de M. Chaupis, notre honorable questeur, de M. d'Irland Etche, par, de M. Mercier de la Haute-Savoie; ils sont vingt-trois dans le même cas, mais je m'arrête pour ne pas fatiguer la Chambre de cette énumération qui, cependant, prouverait suffisamment combien il serait utile de revenir devant les électeurs avant d'entamer la discussion qui commence aujourd'hui. Après les promesses que nous avions faites dans vos campagnes électorales, avez-vous le droit de dire: nous avons changé d'opinion par suite d'une nouvelle situation? Assurez-nous, car nous ne savons pas si, pour les mêmes motifs, vos électeurs ont, eux aussi, changé d'opinion? Votre strict devoir vous oblige de leur exposer la cause de votre nouvelle manœuvre de voir et de leur demander si vous êtes toujours d'accord avec vous.

Le suffrage universel vous répondra et, si sa réponse est affirmative, la séparation sera votée sans grands débats. (Applaudissements à droite et sur divers bancs.)

Les députés n'ont pas toujours agi ainsi avec le suffrage universel. Je n'étais pas alors dans la politique, mais l'exemple que je cite m'est cependant resté dans la mémoire. Un de nos collègues qui s'opposait à ces bancs (la droite) et qui fut remplacé plus tard par M. Borsard des Bois, M. Dugou de la Faouenrienne, se trouva en désaccord avec ses électeurs sur un point de son programme; il n'hésita pas, il donna sa démission et se représenta devant ses électeurs, qui lui donnèrent tort et le remplacèrent.

M. le baron de Mackau. C'est absolument exact!

M. Georges Berry. Ce fut un honnête homme et un loyal représentant. Je désire que tous ici s'inspirassent de cet exemple. Très bien! très bien! à droite et sur divers bancs.

M. Fabien Cestbron. Vous pourriez rappeler aussi le cas de Janvier de la Motte.

M. Georges Berry. Vous affirmez dans toutes les pages de votre rapport, monsieur Irland, que les électeurs, ayant pour la plupart changé d'opinion, sont à présent anti-conciliaires. La dernière élection de la Seine-Inférieure, qui a eu lieu dimanche dernier, vous répond.

Deux candidats étaient en présence; l'un se recommandant du bloc, l'autre, M. Quezel, républicain libéral. Chose curieuse, qui va à l'encontre de votre thèse, tous deux se sont déclarés les adversaires de la séparation: mais celui qui se prononce le plus énergiquement contre la mesure que vous proposez, ce fut M. Lavrinne, l'ami du bloc. Cette concession ne l'a d'ailleurs pas fait éclore.

Au moment même où s'ouvre ici la discussion sur la séparation, les électeurs, quel que soit l'opinion qu'ils représentent, déclarent formellement qu'ils n'en veulent pas. Vous allez donc de propos délibéré contre la volonté nationale et vous commettez ainsi une mauvaise action, car vous voulez mettre la France en présence du fait accompli. Croyez-moi, cela ne servira ni vos succès électoraux ni vos idées.

M. Julien Goujon (Seine-Inférieure). Permettez-moi d'ajouter que le concurrent de M. Quezel, à l'avant-dernière session du conseil général, n'avait pas voté avec ceux qui voulaient le maintien du Concordat, et que, pour les élections, il s'est très exactement opposé à toute séparation. (Mouvements divers.)

A droite. C'est la logique électorale! (On rit.)

M. Lémire. La cruauté de l'électeur est le commencement de la sagesse.

M. Georges Berry. Il en est un bon nombre qui voteront la séparation des Églises et de l'État qui agiront de même au moment des élections.

Rétéclissez, messieurs, à la grave responsabilité que vous prendrez si vous votez le projet sans consulter le suffrage universel. Quels sont ceux qui souffriront de votre décision? Évidemment les habitants des communes pauvres, de celles où il n'y a
M. Julien Goujon. Mais ce n'est pas du tout une subvention que l'Etat donne aux cultes.

M. George Berry. Je la considère comme une subvention, mon cher collègue. Pour vous, c'est une restitution ; je ne discuterai pas avec vous sur ce point.


M. Lasles. M. Bouvier n'a cessé de l'affirmer.

M. George Berry. Je le sais ; mais je ne parle pas des absents. Interclusions sur divers honneurs. Je vous simplement dire qu'en ce moment M. le président du conseil n'est pas à son banc.

Ainsi, sans avoir consulté vos électeurs, sans avoir consulté le suffrage universel, vous allez supprimer d'un trait de plume un contrat qui a assuré pendant aussi longtemps cette paix religieuse et sociale. Vous avouerez que vous prenez ainsi une bien grande responsabilité ; car, vous n'en doutez pas, c'est la guerre civile que vous déclarez. Les protestations s'accroissent. Parfaitement ! et je vous écrirai des exemples. Ainsi vous possédez un trait qui assure la paix entre l'Église et l'État, et, de l'œur légis, vous le déchirez. Pourquoi ? Le Concordat est rétabli, en somme, au moment où il a été signé, l'alliance de l'esprit moderne et de l'Église : il a été la reconnaissance des principes de 1789. Lorsque vous l'avez dénoncé, vous rejettez la France dans des difficultés religieuses, et vous savez pas l'historique que les difficultés religieuses sont les plus inextricables. Une fois la République enlisée dans cette aventure, nul ne peut savoir comment elle en sortira.

M. le comte Ginoux-Defermont. Elle n'en sortira pas !

M. Lasles. C'est ce qui nous console !
qu'il ne fallait à aucun prix de la séparation des Églises et de l'État.

C'est d'abord Jules Ferry, que vous n'accuserez pas de cléricalisme, lui qui, le premier, a supprimé les congrégations non autorisées d'hommes, et qui a fait voter la facilité de l'enseignement primaire.

M. Le Comte de Lannuаis. Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux!.....

M. Georges Berry. C'est lui, également, qui a imposé aux ecclésiastiques les charges militaires. Eh bien! savez-vous comment Jules Ferry traitait vos projets de séparation des Églises et de l'État? Ecoutez-le:

"La séparation de l'Église et de l'État, disait-il, loin d'être un élément d'affaissement et loin d'apaiser la question religieuse, la porterait plus vive et plus intense jusqu'au sein même de la famille. J'estime que cette séparation, loin de fortifier l'État ne pourrait que l'affaiblir et ne fortifierait que les passions."

Et le 12 septembre 1881, à Saint-Dié, au lendemain de la lutte où fut posée nettement la question de la séparation des Églises et de l'État, il s'exprimait ainsi: "Je n'y ai, pour les rapports de l'Église et de l'État, une solution radicale à laquelle se rallie toute l'extrême gauche, c'est la séparation absolue. Eh bien! j'ai lu ses programmes, je les ai étudiés et je vous déclare que c'est une minorité, une minorité faible des programmes républicains qui contient cette solution, à mon avis aussi redoutable que chimerique, de la séparation de l'Église et de l'État."

M. Gonjat. En quelle année Jules Ferry disait-il cela?

M. Georges Berry. En 1881, au moment de la consultation faite à cette époque et qui est la seule consultation sérieuse qui a eu lieu au sujet de la séparation.

Passons maintenant à Gambetta. Le 4 mai 1877, il s'exprimait à la Chambre des députés: "Quant à moi, qui suis partisan du système qui rattache l'Église à l'État... et comme du côté de l'extrême gauche, se produisaient des mouvements de protestation, il ajoutait: "Oui! j'en suis partisan, parce que je tiens compte de l'état moral et social de mon pays!"

M. Massé. Lisez la suite?

M. Georges Berry. Il vous sera loisible de la lire vous-même. Dans tous les cas, la phrase que je cite existe et cela me suffit: vous ne pourrez pas prétendre que la suite de cette phrase en infirmerait le sens très clair.

M. Massé. Gambetta indiquait une condition dont vous ne parlez pas.

M. Georges Berry. Vous indiquez cette condition, si vous le désirez. Je ne sais, d'ailleurs, ce que vous voulez prouver; j'ai lu le discours tout entier et je n'y ai trouvé aucune condition qui puisse affaiblir la phrase que je viens de citer.

Direz-vous que Gambetta et Jules Ferry sont trop loin de nous? Mais M. Combelle lui-même, qui, depuis, a changé d'avis, nous verrons pourquoi...

M. Charles Bonoie. Ce n'est pas une autorité!

M. Georges Berry. ...M. Combes, ancien président du conseil, dans une phrase qui fut assez reprochée d'ailleurs par certains journaux de son parti, s'exprimait ainsi à cette tribune, il n'y a pas deux ans:

"Un peuple n'a pas été nourri en vain, pendant une longue suite de siècles, d'idées religieuses, pour qu'on puisse se flatter de pouvoir y substituer, en un jour, par un vote de la majorité, d'autres idées contraires à celles-là."

Je sais qu'on lui reprocha beaucoup cette phrase et qu'il fit presque des excuses en séance publique et que, plus tard même, il changea d'avis; mais pourquoi? Vous savez aussi bien que moi, messieurs, c'est qu'ayant été mis à la tête du pouvoir avec mission d'expulser toutes les congrégations et d'agiter la question cléricale, quand il vit qu'il n'y avait plus de congrégations en face de lui, il essaya de faire vibrer une autre corde anticlérical, il pensa aux curés et il mit en avant la séparation des Églises et de l'État.

M. Lasies. C'est ce que M. Clemenceau appelle pincer le curé au bon endroit, afin d'éviter l'impôt sur le revenu et autres réformes sociales.

M. Georges Berry. Voilà pourquoi le président du conseil précédent a changé en un an d'avis sur la question, sans les nécessités du pouvoir, il aurait été l'indispensable de la séparation, avec tous ceux qui, chargés de gouverner le pays, s'imaginent de la situation dans laquelle serait placée la France le jour où l'on voudrait courir cette aventure.

Mais est-ce bien la rupture d'une alliance quelconque que vous voulez faire? Y a-t-il vraiment alliance entre l'Église et l'État, entre la papauté et la France? On ne peut franchement pas appeler alliance le concordat de 1801: c'est un traité de paix; c'est un modus vivendi.

Il y avait, en sous la Révolution, confiscation des biens du clergé; les acheteurs avaient peur d'être troublés dans leur possession et une vive agitation s'est produite de ce fait; le premier conseil voulut rassurer ces propriétaires inquiets et il demanda au pape de consentir à signer une entente par laquelle le Saint-Père déclarait que les possesseurs ne seraient pas troublés et, en échange, le gouvernement donnerait aux prêtres et aux évêques les subventions nécessaires pour l'éducation du culte: de plus, les églises, les presbytériers qui n'avaient pas été aliénés, seraient mis à la disposition du clergé. Enfin, pour assurer la paix en France, le premier conseil s'est réservé le droit de nommer les évêques qui seraient agréés par le pape.

Voilà ce qu'est le Concordat; c'est un modus vivendi des plus simples.

Il n'existe pas au monde une nation qui n'aît avec la paupéristé un modus vivendi de ce genre. Toutes pensent qu'il est impossible de vivre avec Rome sans un traité de paix; seuls, vous vous trouverez tout à fait isolés.

Mais je ne me fais pas d'illusion. Ce n'est pas la séparation que vous voulez, ce n'est pas la suppression du Concordat; ce que vous voulez, c'est la suppression pure et simple du budget des cultes. (Applaudissements au centre et à droite.) Vous voulez étrangler les idées religieuses et vous espérez y arriver en prenant aux prêtres les quelques milliards que vous leur donnez.

Véritablement, réduire cette question à une question de gros sous, c'est peu digne d'une Assemblée française! (Très bien! très bien! à droite.)

Mais craignez que en privant les cultes de quelques millions que vous allez leur refuser, vous ne ne vous enleviez quelques millions d'électeurs! (Protestations à gauche.) Cela pourrait fort bien arriver.

Oh! messieurs, il est bien entendu que je ne fais pas ici de questions personnelles; je suis convaincu que vous êtes tous trop au-dessus de ces petites et mesquines craintes électorales pour mettre en balance votre intérêt et vos principes. Je ne vous parle pas cette injustice; je parle seulement de l'intérêt de votre parti. (Applaudissements à droite et unanime.)

Vous aviez si bien conscience de ce que je dis qu'au moment de la nomination de la commission, dans mon bureau, où nous étions, en très petite minorité, anti-séparatistes, plusieurs d'entre vous vinrent me trouver, me déclarant qu'ils ne voulaient pas de la séparation, et me demandant de me présenter. Je fis alors une liste avec deux de mes collègues et nous fîmes cela. J'ai retrouvé les noms de ceux de mes collègues qui m'ont alors accordé leurs suffrages parmi ceux qui ont voté en faveur de la discussion de la séparation, au mois de février dernier. Par conséquent, je puis leur dire que de crainte d'être démenti, si les séparatistes sont suivis dans les scrutins publics, ils sont complètement abandonnés dans les scrutins secrets. (Très bien! très bien! à droite.)

Mais craignez-vous que les électeurs ne se lasseront pas d'être dupes? Je vous demande pardon du mot, mais il exprime bien ma pensée.

M. Jules Galot. Il y a si longtemps qu'ils y sont habitués!

M. Georges Berry. Il y a trois ans, M. Wakdeck-Rousseau faisait voter une loi qui n'avait pour but, disait-il, que de régulariser la situation des congrégations non autorisées. On n'avait en vue, suivant lui, que la suppression de quelques-unes de ces congrégations rebelles; mais toutes les autres n'avaient qu'à montrer patte blanche et à présenter une demande d'autorisation pour être immédiatement autorisées. On se présentait dans ces conditions devant les électeurs, on les assurait qu'il ne serait touché en rien aux congrégations autorisées qui avaient leur droit de cité. Je me souviens
mêmes d'un discours dans lequel M. Waldeck-Rousseau, alors le porte-parole de la majorité, déclarait que l'enseignement des fries était remarquable, que ces fries avaient bien mérité du pays et que jamais personne n'oserait toucher à leur privilège.

Vous savez ce qui s'est passé ; les éléveurs ont en connaissance dans ces promesses... M. Cachet. Pas tous ! J'en connais qui ont fait exception.

M. Georges Berry. La plupart ! Je ne veux pas donner la nomenclature des candidats qui, à ce sujet, ont trahi leurs promesses ; mais un grand nombre avaient pris devant leurs électeurs les mêmes engagements que M. Waldeck-Rousseau.

Aussitôt que les élections ont été faites, la majorité a jeté à la porte, non seulement les congrégations non autorisées, puisqu'on n'a même pas voulu examiner les demandes, mais encore toutes les congrégations autorisées, manquant ainsi à la bonne foi et à la loyauté électorales. (Applaudissements à droite et au centre.)

Je suis bien que les moines et les capitaines, comme vous les appelez, ne sont plus là pour vous rappeler vos promesses et vos programmes : mais prendre garde ! Si vous faites la séparation, il restera probablement dans beaucoup de départements des prêtres qui, hors de l'Église garderont leurs droits de citoyens et d'électeurs et qui pourront mener aux populations qu'après avoir trompé les uns vous trompez encore les autres... (Applaudissements à droite.)

et qu'après avoir manqué à vos promesses une première fois en 1903, vous y manquez encore en 1980. Cela pourra avoir peut-être quelques inconvénients pour vous... (Exclamations à gauche.)

M. Georges Berry. Je m'ennuie de la question qui point de vue général et j'entends la maintenir dans ces limites. Vous me dites que je suis bien bon. Non, car je ne désire qu'une chose, c'est que ceux qui votent la séparation soient battus. M. Braud. C'est républicain du reste.

M. Georges Berry. Je ne veux pas passer ci le débat et j'aurais terminé si M. le rapporteur n'avait cru devoir répondre d'avance aux considérations que je fais valoir en faveur de mon proposition. Je demande donc la permission d'examiner ses différentes objections.

Pourquoi, me dit M. le rapporteur, voulez-vous retarder cette discussion sur la séparation ? Il n'y a plus de Concordat ; le pape Pie X l'a déclaré par deux ou trois actes d'absolutisme. Jusqu'à ce que vous me l'ayez prouvé, il ne fera la faiblesse croire que le Concordat est en très bon état et qu'il n'a pas subi la moindre déchéance. (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Julien Goujon. Il existe encore quelque que vous l'exécutez en vous payant le budget des cultes.

M. Georges Berry. Ce n'est pas aujourd'hui seulement que nous avons à constater des difficultés entre l'État français et la papauté, il y en a eu depuis qu'il y a un Concordat. Mais, chacun y mettant de la bonne volonté, elles ont toujours été résolues.

Groyez-vous qu'en 1865, ou mieux en fait de 1861, lors de la publication du Syllabus et des discours de M. Bonjouet et Roulland au Sénat, croyez-vous, dis-je, que la situation n'était pas plus tendue qu'aujourd'hui ?

Personne alors ne demanda de dénoncer le contrat qui liait la France au pape. Tout s'est arrangé, on a envoyé un ambassadeur à Pie IX qui a accordé ce qu'on lui demandait et l'incident s'est terminé à la satisfaction générale. Plus tard, en 1883, il se manifesta un mouvement analogue à celui d'aujourd'hui.

À la suite de difficultés comme il s'en produit toujours entre deux contractants, un homme qui n'sera pas non plus, j'espère, considéré par vous comme un clérical, Paul Bert, et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de séparation. La commission qui fut alors nommée confia le rapport à l'auteur même de la proposition. Paul Bert, après quelques jours de réflexion, reconnut qu'il avait été un peu vite et, abandonnant comme rapporteur ses propres propositions, il demanda à la Chambre de les repousser.

Il reconnut qu'il avait eu tort. Vous feriez, bien de l'imiter aujourd'hui. (Très bien ! très bien ! à droite et au centre.)

Et le Concordat ne fut pas plus déclaré en 1883 et en 1834 qu'il ne l'est aujourd'hui, comme vous avez tort de l'affirmer, monsieur le rapporteur.

Le gouvernement n'a qu'à mettre un peu de bonne volonté et nous continuerons à vous respecter par les uns et par les autres le Concordat de 1801. Très bien ! très bien ! à droite.

Vous dites ensuite : Un an d'émancipation électorale accordée au clergé, quel est le républicain soucieux de sa région qui oserait envisager une telle perspective ?

Je vous avez prouvé y avoir bien réfléchi je ne comprends pas.

Vous parlez d'émancipation. Mais le jour de l'émancipation, ce sera le jour de la séparation. Jusqu'à-là vous ne pouvez pas parler d'émancipation, puisque les prêtres seront liés par le Concordat et qu'ils ne le sont pas loisible de faire de l'agitation. L'agitation ne commencera qu'au moment de la suppression du budget des cultes, au moment de la dénonciation du Concordat. Jusqu'à-là il n'y a pas d'émancipation à craindre. Par conséquent, ce n'est qu'en déclarant le Concordat que vous pouvez agir l'agitation dont vous parlez. Très bien ! très bien ! à droite et au centre.

Mais, ajouterez-vous, tous les électeurs républicains sont favorables à la séparation. Entendons-nous ! Oui, tous les électeurs anti-catholiques sont favorables à la séparation, mais pas tous les électeurs républicains.

Je suis bien, mon cher rapporteur, que vous êtes très intransigeant au point de vue de la religion catholique. N'affirmez-vous pas qu'il n'y a presque plus de catholiques en France parce que la plupart se contentent d'être baptisées, de faire leur première communion, de se marier et de se faire enterrer à l'église ? Et vous ajoutez que cela ne suffit pas pour être un vrai catholique. Heureusement, mon cher collègue, que vous n'avez pas embrassé la carrière religieuse, car autrement vous seriez bien sévère pour les pauvres peintres.

Bien que les catholiques ne suivent pas la ligne absolue des règles de leur religion, ils n'en sont pas moins catholiques — de tout cœur, croyez-moi, et le jour où vous aurez atteint leurs familles, leurs enfants dans leur dévotion, ils seront plus catholiques que jamais et vous obtiendrez ce résultat, que vous ne cherchez pas, je suppose, de raminer, dans ce pays, la foi catholique. (Applaudissements à droite et sur divers bancs au centre.)

Vous êtes assurément de très bonne foi, mais vous prenez vos désirs pour des réalités. Vous êtes comme ceux qui ont une idée bien arrêtée : vous croyez que tout le monde la partage. D'autres aussi ont pensé comme vous et ne sont pas arrivés non plus aux résultats qu'ils désiraient.

À côté de nous, en Suisse, à Genève, les partisans de la séparation ont pensé aussi qu'il suffisait de vouloir cette séparation pour la faire aboutir ; mais cependant, plus respectueux que vous ne voulez l'être du suffrage universel, ils ont consulté les électeurs. En 1880, alors que, d'après le discours très net de celui qui dirigeait alors la campagne en vue de la séparation, il ne devait pas y avoir 500 électeurs pour le Concordat, voici quel fut le résultat du référendum : 9,000 voix se sont prononcées contre la séparation ; 1,000 voix pour, soit 5,000 voix d'écarts.

Mais on ne se décourage pas et, en 1897, on recommencé à parler de séparation. On promet, comme nous l'avons entendu faire de même, de créer, avec l'économie réalisée, une cathédrale de retraités ouvriers ; et malgré cet appel, 7,800 voix se prononcent : Non, nous ne voulons pas de séparation, tandis que 3,800 voix seulement se prononcent en sa faveur.

L'état des esprits en France me paraît être le même et une consultation de ce genre donnerait, je crois, les mêmes résultats qu'en France.

Je poursuis l'examen de vos objections.

Vous ajoutez : Tout le monde s'accorde à proclamer que la question doit être posée, discutée et tranchée dans le calme, avec sang-froid. Au sortir d'une période électorale qui n'aurait pu être qu'offensivement agitée, la Chambre se trouverait-elle dans les conditions désirables pour aborder l'examen du problème ?

Vous faites encore erreur, monsieur le rapporteur. J'avais toujours pensé, avec beaucoup d'autres, que le lendemain de
lections une trève se signait entre les différents adversaires et qu'après avoir compté leurs victoires et leurs défaites, ils finissaient par se donner la main, oubliant pour quatre ans les luttes auxquelles ils avaient pris part; tandis qu'au contraire c'est dans la période qui précède l'élection que s'agitent les passions. C'est, en effet, à ce moment seulement qu'on se divise, qu'on lutte. Ainsi, déjà à la seule annonce de la séparation, de tous côtés s'organisent en vue des élections des petitionnements, des réunions et nous recevons les uns et les autres des quantités de lettres d'électeurs républicains, mon cher collègue, qui indiquent un commencement d'agitation.

L'agitation, c'est donc vous qui l'inaugurez; c'est vous qui allez la faire. (Appellations sur divers bancs et à droite.)

Enfin, dans une dernière phrase de votre travail—c'est la dernière que je lèverai et je demande pardon à la Chambre d'avoir si longtemps retenu son attention, — vous dites: «Le projet qu'on vous présente n'est pas une œuvre de passion, c'est une œuvre de justice.»

Il faudrait au moins, mon cher collègue, consulter les intéressés avant de parler ainsi. Vous faites un signe de dénégation. Croyez-vous qu'il soit bien juste qu'un prêtre, âgé de soixante ans, ayant servi le culte pendant quarante ans et n'ayant pas été rétribué par l'État pendant vingt ans, se voie supprimé, au bout de quatre ans toute allocation et toute pension? Croyez-vous qu'il soit bien juste de forcer à l'amnésie ce vieillard, qui, après tout, ayant eu confiance dans le Concordat, a pendant quarante ans donné sa vie au sacerdoce? (Appellations à droite et sur divers bancs au centre.)

Vous appelez votre projet une œuvre de justice, ce prêtre la considérera comme une œuvre d'injustice. Est-il bien honnête aussi de déclarer que, au bout de sept ans, vous pourrez jeter à la porte de leurs proches parents les curés qui y habitent, et aussi fermer au bout de douze ans les églises où ne pourront plus pénétrer ni prêtres, ni fidèles? (Appellations à droite et sur divers bancs au centre.)

Les catholiques ne sont pas seuls à juger comme moi votre ouvrage. Vous avez là, monsieur le rapporteur, l'enquête très intéresse que fait par le journal le Siècle chez les protestants et chez les israélites. J'ai relevé les réponses fournies par les principaux pasteurs et par les principaux israélites. M. Mathieu, M. Lellèvre, M. Jalabert, doyen honoraire de la faculté de Nancy notamment, d'autres encore dont je n'ai pas relevé les noms, déclarent d'une façon absolue que les projets proposés sont des codes de servitude.

M. Buissin me fait un signe de démission.

Vous devez cependant connaître cette enquête, monsieur Buissin, puisque vous êtes rédacteur au Siècle. J'ai conservé toutes les réponses dont je parle et je les tiens à votre disposition.

M. Ferdinand Buissin, président de la commission, les critiques de M. Jalabert dont vous parlez s'adressent à un projet qui n'existe plus et qui n'est pas celui de la commission.

M. Aristide Briand, rapporteur, M. Jalabert est venu devant la commission. Sa critique s'applique au projet de M. Combes.

M. Georges Berry. Les questions dont je parle visent le projet actuel.

Les israélites sont aussi venus devant la commission et voici leur réponse: «Les projets de séparation proposés légalisent la spoliation. - Je ne suppose pas qu'ils soient revenus à de meilleurs sentiments puisque la spoliation dont ils parlent figure encore dans le projet actuel.»

Voilà donc votre loi jugée au triple point de vue de la justice, de la légalité et de la loyauté.

Je laisse l'opinion des catholiques de côté; je me contente des objections soulevées et du jugement porté par les protestants et les israélites.

Si la Chambre accepte la séparation telle que vous la propoas, dans douze ans, nous nous trouverons dans la même situation qu'en 1790: les prêtres seront comme par le passé pursuivis et réduits à mendier leur pain. (Dénégations à l'extrême gauche.)

Mais parfaitement, messieurs; les églises seront fermées. Nouvelles dénégations sur les mêmes bancs. Vous ne vous faites, j'imagine, aucune illusion sur ces conséquences et vous protestez. Vous savez bien cependant qu'après un délai de douze ans...

M. Alexandre Zévaux. Vous avez mal lu le projet.

M. Georges Berry... les communes et l'État s'empareront des églises et des édifi cies religieux et, si le Gouvernement qui siègera alors sur ces bancs a les mêmes idées que le Gouvernement actuel, toutes les églises seront fermées, et les prêtres, comme en 1790, seront contraints d'aller dire la messe dans les granges et dans les caves! Ce n'est pas douteux. (Appellations à droite.) Il faut bien que ça vous vole ce que vous voulez faire. Si vous n'avez pas proposé aujourd'hui la fermeture immédiate des églises, c'est que vous avez peu des élections de demain. (Nouvelles apppellations sur les mêmes bancs.) Vous voulez essayer, par des arremolements, d'endormer l'électeur. Mais, prenez garde, on se chargera de le réveiller, de lui dire toute la vérité et de lui expliquer les conséquences de votre projet; car c'est un projet sournois, qui n'a rien de franc ni de loyal. (Appellations à droite et au centre.)

En somme, disons-le bien haut, si vous arrivez à votre but — car j'espère encore que vous ne réussirez pas — vous forcez votre séparation dont on ne peut pas le pays; je dirai mieux plus: je suis convaincu que si vous la faites voter, elle le sera par une majorité qui y est hostile. (Exclamations à gauche.)

Je ne veux pas mettre de noms sur les visages, mais tous, ici, vous savez bien que je dis la vérité.

Rien ne change ici bas. Il y a, et il y aura toujours, dans les assemblées, la montagne et la plaine: une montagne pro digue de violences et de menaces et une plaine faite de crainte et de veulerie. (Mon renements divers.)

Et oh! je l'ai montré, hélas! Entrainés de faute en faute, de commission en conces sion, les membres de la plaine en arrivent à voter ce qu'ils ont toujours réprouvé. Je me souviens que l'historien nous enseigne qu'il y a eu des moments où les modérés se sont repris; je souhaite qu'ils le fassent aujourd'hui et qu'en la circonstance ils estiment qu'ils n'ont pas le droit d'abdiquer ainsi devant une minorité qui les mènent aux pires extrémités et à la perte même de la République.

Quant à moi, j'ai dégagé ma responsabilité; j'ai été fidèle à mon programme; je ne souhaite qu'une chose: c'est que tous vous fassiez de même. (Appellations à droite et sur divers bancs au centre.)

Mais, quand il arrivera, si vous votez la séparation des Églises et de l'État, croyez-moi, vous n'aurez pas besoin de vivre comme L'écrit Leroy Beauvieu, les années de Larévelière-Lépineux ou de Cambon pour voir la France restreindre bientôt un autre Concordat. (Vifs apppellations à droite et sur divers bancs, exclamations à l'extrême gauche.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Aristide Briand, rapporteur. Messieurs, dans les développements qu'ils a donnés à sa proposition, l'honorable M. Berry n'a oublié qu'une chose: envisager la situation de fait en présence de laquelle vous vous trouvez. Il a cependant son importance et vaut qu'on la discute. C'est ce que je me propose de faire, très rapidement du reste.

En insistant longuement auprès de vous pour obtenir que vous repoussiez la proposition de M. Berry, je crains d'être de faire injure à la Chambre, car ce serait la supposer capable de se déjouer à un mois à peine d'intervalle. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à gauche.)

Le 10 février dernier, vous avez déclaré, à une forte majorité, que les circonstances ayant rendu invérifiable la séparation des Églises et de l'État, la discussion et le vote de cette réforme s'imposaient de toute nécessité, dans cette session même. C'était un engagement solennel, pris en pleine conscience de cause, devant le pays tout entier.

Depuis, la situation s'est-elle modifiée? Non, messieurs, elle est restée identique à la même. Les difficultés avec Rome ne sont pas aplanies: il serait même pire d'espérer qu'elles puissent être jamais aplanies. (Interruptions à droite,) car elles tiennent à des raisons profondes sur lesquelles
pas plus le Saint-Siège que la République ne peuvent transiger. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Lorsque Pie X a protesté contre le voyage de M. le Président de la République à Rome, il n'était pas, sans doute, dans son intention de croiser, au moins de parti pris, le sentiment national de ce pays : il agissait, j'en suis convaincu, sous l'influence pour ainsi dire irrésistible d'une suggestion à laquelle le souci de sa dignité, unis aux exigences traditionnelles de sa fonction, lui faisait un devoir d'obéir.

M. Charles Benoist. Et nous, nous sommes tombés dans un piège.

M. le rapporteur. Je ne juge pas son attitude ; mais j'ai le droit de retenir cet événement considérable puisqu'il a fait apparaître aux yeux de tous les inconvénients graves, irréductibles d'un régime qui expose les deux parties intéressées à se trouver sans cesse en conflit sur des questions essentielles d'indépendance et de dignité. (Très, très, très bien ! à l'extrême gauche.)

Quand on se place au point de vue de l'exécution courante du Concordat, on se trouve en présence d'une situation extrêmement difficile. Là encore, toutes les causes de conflit persistent. Pour la République, en effet, les principaux avantages du Concordat, que je devrais dire tout le Concordat, sont dans les articles organiques. Or, ces articles, l'État les a jamais reconnus ; toujours, à toutes les époques, elle a déclaré les tenir pour nul et non avenus.

D'ailleurs la doctrine fondamentale de l'Église s'oppose formellement à ce qu'elle les reconnaisse jamais. C'est la tare originelle de cette convention interlope née dans la contrainte et dans la ruse. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

C'est de cette équivoque qu'ont surgie toutes les difficultés du passé et elle porte en elle, comme une menace permanente pour l'avenir, le germe de nouveaux et innombrables conflits.

Vous me direz que pendant trente-quatre ans la République a pu s'accommoder de ce régime. C'est vrai : mais au prix de quelles concessions humiliantes ! (Exclamations au centre et à droite.) — (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche, et de concert, de capitulation de principes.)

Je conviens qu'avec un pape comme Léon XIII qui était un homme de bien, diplomate avisé et fin, sachant assouplir la politique de l'Église aux besoins de son époque, la situation aurait pu se prolonger longtemps encore, quoique dans une assez insidieuse équivoque.

Mais avec Pie X, tout épris d'absolutisme religieux, la rupture devient inévitable. Le Concordat devait rester trop étroit pour contenir les mouvements un peu désordonnés d'une foi si vivante et si agissante. Aussi les tentatives du nouveau pape ont-elles été pour l'affranchir d'obligations gênantes. Mais ses efforts devaient se briser contre la fermeté républicaine d'un chef de Gouvernement qui n'entendait pas laisser compromettre entre ses mains les droits et la dignité de l'État laïque. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Quand je dis le résultat de ce conflit que vous savez, je n'ai pas besoin de rappeler les événements : vous les avez, pour ainsi dire vus, et vous avez pris votre large part de responsabilité.

Par suite de violations successives et pour ainsi dire systématiques du Concordat, les relations avec Rome ont dû être rouvertes. Vous avez apprové la rupture. Vous avez fait plus. Par la suppression du crédit de l'ambassade auprès du Vatican, vous avez signifié clairement que vous vous opposez à toute reprise des relations avec le Saint-Siège.

M. Jules Delafosse. Ce qui est une absurdité.

M. le rapporteur. Poussé par la logique même de ces premiers votes, vous êtes allés plus loin encore. Le mois dernier, vous avez reconnu que la situation appelait une solution rapide et que la seule qui fût à la fois raisonnable et conforme aux intérêts et à la dignité de la République, c'était la séparation des Églises et de l'État.

Au cours des débats qui ont été provoqués par ces événements, il n'avait semblé qu'un rendez-vous général avait été pris, pour ainsi dire d'accord entre toutes les fractions de la Chambre, pour discuter non plus sur une miserable question de procédure, mais sur le fond même de la réforme. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Il ne suffit de mettre. Il y a plusieurs mois, opposé, à cette tribune même, à quelques-uns de mes amis qui, imprudents à mon avis, semblaient vouloir exiger, dès le premier conflit avec Rome, une solution décisive. Pendant que j'expliquais, dans l'intérêt même de la séparation, la nécessité pour nos amis de mettre un peu de patience au service des événements, je voyais sur les bancs de la droite et du centre des sous-irritations irréelles : on me reprochait ce qu'on appelait mon opportunisme. A ce moment, les défenseurs attitrés de l'Église et l'Église elle-même semblaient plus pressés que nous de se trouver à pied d'œuvre. Eh bien ! nous y sommes ! (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Et c'est à l'heure même où la Chambre s'apprête à entreprendre la tâche que d'elle s'est assurée que l'honorable M. Berry lui propose d'ajourner toute solution jusqu'après les élections générales ! (Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à gauche.)

Mais d'où là, messieurs, que se passes-t-il ? Oh ! c'est bien simple. Si vous aviez l'imprudence d'adopter cet ajournement, d'abord le Saint-Siège ne manquerait pas, et il aurait raison, d'interprêter votre vote comme le signe d'une grande iniquité. 

M. Georges Berry. Il l'interpréterait comme un vote de loyaux représentants, vellé tout !

M. le rapporteur. — comme la démonstration de votre impuissance, comme la preuve décalante que vous redoutez de prendre les responsabilités de l'heure.

M. le comte de Lanjuinais. Il croirait simplement que vous êtes respectueux du suffrage universel.

M. le rapporteur. Son attitude en serait pas améliorée ni ses préventions affaiblies. Mais ceci n'est rien encore à côté de ce qui pourrait se passer dans le pays même. Votre vote donnerait le signal d'une agitation formidable. (Interruptions à droite.)

M. Lasies. Et après ?

M. Georges Berry. Vous la déchaineriez bien autrement !

M. le rapporteur. — qui irait croissant jusqu'aux élections générales, c'est-à-dire jusqu'à l'heure décisive de la bataille, d'une bataille dans laquelle les républicains décis, découverts, par conséquent incompris, se trouveraient aux prises avec des adversaires d'autant plus redoutables que le meilleur de leur force aurait été fait de votre faiblesse. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Ah ! messieurs, les ennemis de la République auraient beau jeu dans cette partie.

M. le marquis de la Ferronays. C'est bien ce que nous espérons.

M. Massé. C'est un aveu à retenir.

M. le rapporteur. Le champ se trouverait librement ouvert devant eux à tous les menonges, toutes les calomnies contre ce régime. Sur cette question de la séparation que vous ariez posée sans la résoudre, il leur deviendrait loisible de vous prêter les pires dents, les plus éloignés de vos intentions. Vous les verriez parcourir les campagnes annonçant la fermeture des églises.

A droite. Avec raison !

M. le général Jacquey. Ilsuseront de leur droit !

M. le marquis de l'Estourbeillon. C'est notre devoir de montrer la vérité aux électeurs.

M. le président. Veuillez faire silence, messieurs. Si vous ne pouvez pas entendre exprimer des opinions qui ne sont pas les vôtres, la discussion ne pourra pas continuer.

M. le rapporteur. Vous les verriez parcourir les campagnes, annonçant la fermeture des églises, la proscription des prêtres, la persécution des fidèles et toutes les atteintes les plus graves à la liberté de conscience. Et vous, messieurs, comment pourriez-vous vous défendre contre ces attaques, si grossières, si invraisemblables fussent-elles ? Vous ne le pourriez pas, (Interruptions à droite.)

M. le président. Toutes les opinions pourront s'exprimer messieurs : il y a plus. de soixante orateurs inscrits. Ne perdez pas des maintenant vos forces en interruptions.

M. le rapporteur. Quand on l'impuissance de s'exposer à être jugé sur des intentions, on peut redouter toutes les erreurs
et toutes les injustices. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à gauche.)

Messieurs, j'ai écrit dans les conclusions de mon rapport — M. Berry a bien voulu le rappeler — que remporter la question aux élections serait offrir une prime à l'agitation électorale. Je persiste dans cette opinion. Comment pourriez-vous en effet tenir les membres du clergé à l'écoute d'une bataille dont leur sort serait déterminé par le principal enjeu ?

Equitablement, vous ne le pourriez pas, vous n'en auriez pas le droit. Si le Gouvernement en avait l'intention et même la volonté, il se trouverait réduit à l'impuissance ; force lui serait d'assister, désarmé, à toutes les fureurs électorales d'un clergé déclaré par l'apôtre souci de ses intérêts.

Je vous demande, messieurs, quel est le républicain qui consentirait de gaieté de cœur, à jeter la République dans une aussi folle aventure ?

Par quoi ? Par respect pour le suffrage universel ? Mais, le suffrage universel, vous en êtes les représentants. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

Vous êtes ses élus...

M. Suchetet. Nous n'avons pas posé la question à nos électeurs.

M. le général Jacquey. Nous n'avons pas été élus sur cette question.

M. le comte de Pomereu. Faites un referendum sur cette question. Vous verrez le résultat.

M. le rapporteur. Vous restez en contact permanent avec vos électeurs ; vous êtes qualifiés pour apprécier leurs sentiments, leurs tendances, leurs aspirations, au fur et à mesure des circonstances.

M. Georges Grosjean. C'est vous, parlisan du mandat impétueux, qui parlez ainsi?

M. le président. Vraiment, messieurs, il est inadmissible que l'on ne puisse pas poursuivre dans le calme et le silence une discussion dans les termes où celle-ci est menée. (Très bien! très bien!)

M. le rapporteur. Si nous apportons à l'étude et au vote d'un projet de séparation la même passion, la même intolérance que vous mettez dans cette discussion, nous vous ferions une bien mauvaise loi contre laquelle vous auriez le droit de protester.

M. le marquis de Rosanbo. Le projet qui nous est soumis est assez mauvais ; qu'il le soit un peu plus ou un peu moins, la différence ne sera pas fort importante.

M. le rapporteur. En vous envoyant ici, les électeurs n'ont pas prétendu, j'imagine, vous enfermer dans le ne j'en suis quel cercle restreint de prévisions étroites et numériques à l'avance. Leur confiance en vous, d'une façon générale, a élargi votre mandat aux proportions de toutes les responsabilités que les événements peuvent vous entraîner à prendre au cours d'une législature (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.) Autrement ce serait la négation du régime parlementaire, qui se trouverait par là même exposé à toutes les hésitations, incomparablement voué à toutes les impuissances. Nous nous faisons une autre idée de notre mandat.

Du reste, je ne suis demandé et je me demande encore, j'allais dire surtout, après avoir entendu l'honorable M. Berry, sur quoi pourrait bien porter une consultation du suffrage universel. A la rigueur, je comprends qu'on appellerait les électeurs à se prononcer sur cette question simple : oui ou non le Concordat doit-il être maintenu ?

M. Lasies. Très bien !

M. le rapporteur. Mais déjà la question ne peut plus se poser ainsi. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

A droite. Pourquoi pas ?

M. le rapporteur. Messieurs, j'attends que l'on apporte à cette tribune une proposition nette et claire, invitant le Gouvernement à remuer des rapports avec le Vatican. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.) Cette proposition elle est peut-être à l'état latent dans beaucoup d'esprits ; mais ceci qui la juge, c'est qu'elle n'ose pas se formuler publiquement à la tribune. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. Georges Grosjean. Vous privilégiez l'opinion de vos collègues ?

M. le rapporteur. Le Concordat étant juridiquement. sinon en fait, aboli, que vous proposez-vous donc ? Vous n'avez pas, j'imagine, dans un conflit d'intérêt où vos pays est aux prises avec une puissance extérieure, l'intention de demander aux électeurs de prendre parti contre leur pays ?

M. Gayraud. Je ne sçais pas de Rome, mais des catholiques français !

M. le baron Amédée Reille. Les protestants n'ont rien à faire avec Rome et vous les atteignez aussi avec votre projet !

M. le rapporteur. C'est pourtant ainsi que, dans l'état actuel des choses, la question se trouverait posée devant les électeurs. Nous avons alors à envisager deux eventualités ; si la consultation réussissait au gré des désirs apparents de l'honorable M. Berry, voici ce qui se passerait : dès sa première réunion, la Chambre nouvelle aurait pour devoir d'inviter le Gouvernement à repren dre les relations avec Rome. Autant dire que la République serait allée faire des excuses au pape. ( Extinctions à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.) Il faudrait engager des pourparlers pour un nouveau Concordat ; mais quel Concordat ?

M. Jaurès. Très bien !

M. le duc de Broglie. C'est ce qu'il y aurait de plus simple.

M. le rapporteur. Logiquement, il faudrait en faire disparaître toutes les clauses qui ont éclaboussé les susceptibilités du Saint-Siège.

Si, au contraire, la consultation des électeurs tournerait en faveur de la séparation, alors la nouvelle Chambre se trouverait dans la situation même où est celle-ci, mais avec cette différence peu évidente que toute chaude emprise de la bataille électorale elle serait dans les pires conditions pour entreprendre une tâche qui exige avant tout du calme et du sang-froid. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

Je n'insiste plus et m'excuse auprès de la Chambre d'en avoir tant dit pour montrer combien est inacceptable la proposition d'ajournement de M. Berry. J'espère que lui-même ne se fait pas de grosses illusions sur le sort qui lui est réservé.

M. Georges Berry. On s'en fait toujours, mon cher collègue.

M. le rapporteur. Cette discussion aura toujours valoir à l'Église un jour de délai ; je crois que dans cet ordre d'idées et dans les circonstances pressantes où nous sommes, c'est tout de même que nous pouvons faire pour elle. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Lasies.

M. Lasies. Messieurs, mes amis et moi nous voterons la motion de M. Berry, inspirée par un sentiment de respectueuse déférence vis-à-vis du suffrage universel.

En votant, je me permets de constater qu'ici, dans cette Chambre, à peine cent députés se sont, sur leur programme, engagés vis-à-vis des électeurs à demander la séparation des Églises et de l'État. (Interruptions à l'extrême gauche et à gauche.)

Voici les chiffres exacts : 120 députés ont inscrit la séparation sur leur programme. Ceux-là ont le devoir de voter le projet qui vous est soumis. D'autre part, je constate qu'une majorité dans cette Chambre était engagée, également sur son programme, à voter l'impôt sur le revenu. (Extinctions à l'extrême gauche et à gauche.)

A l'extrême gauche. Chaque réforme à son tour. — Nous ferons les deux.

M. Lasies. Cette majorité a fait échoir l'impôt sur le revenu à cinq voix parce qu'il gênait de gros intérêts financiers, qui sont sauvés par la rançon de la liberté religieuse que vous allez leur donner. (Très bien! très bien! à droite.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des cultes.

M. Bienvenu Martin, ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Le Gouvernement est d'accord avec la commission pour repousser la motion d'ajournement de l'honorable M. Berry.

Lorsqu'il a déposé son projet de loi, il a pensé que l'heure de la séparation était venue, que cette mesure devait être la solution inévitable et prochaine d'une situation qui ne pouvait pas se prolonger. Il n'a pas hésité d'avis.

En déposant ce projet, le Gouvernement a pris toute sa responsabilité ; il demande à la Chambre de ne pas se décrocher à la sienne. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Thierry.

M. J. Thierry. Je considère, aussi bien que M. Berry, qu'il eût été plus respectueux
M. le baron Amédée Reille. On demande le renvoi à la commission.

M. le président. Il peut plaider à l'auteur de la proposition de la retirer; mais quand la discussion a eu lieu, il est normal que des membres de cette Assemblée croient devoir appeler la Chambre à se prononcer. (Très bien! très bien! à gauche.)

Je mets aux voix la motion de M. Berry, reprise par M. Trouin et plusieurs de ses collègues.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Jules-Louis Breton, Mirman, Levraud, Rouanet, Fournier, Pajol, Bourrat, Petittean, Péronneau, Guingand, Albert-Poulain, Céré, Vazeillo, Desfarges, Collard, Cadenet, Ferrero, Gérault-Richard, Chamaret, etc.

Le scrutin est ouvert. (Les voix sont recueillies. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

| Nombr des votant........ 383 |
|-----------------|------------------|
| Maiorité absolute...... 192 |

Pour l'adoption......... 30
Contre................ 313

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Nous passons à la seconde motion préjudicielle, celle de M. l'abbé Gayraud.

J'en donne une nouvelle lecture:

"La Chambre, considérant que la loyauté diplomatique et l'honnêteté politique, non moins que l'intérêt de l'ordre public et de la paix religieuse, exigent que la dénonciation du Concordat, l'abrogation de la loi du 18 germinal an X et la séparation des Eglises et de l'Etat soient faites à l'amiable, décide de se soustraire à toute délibération sur le projet de loi relatif à ce sujet et invite le Gouvernement à réunir une commission extra-parlementaire de ministres des divers cultes, de concert avec les chefs des Eglises intéressées, afin de préparer un accord avec ces Eglises sur les conditions de la séparation."

La parole est à M. l'abbé Gayraud.

M. Gayraud. Messieurs, avant d'entrer dans le développement de la question que j'ai l'honneur de déposer, je dois répondre à un argument de M. le rapporteur.

L'honorable M. Briand nous disait qu'après avoir pris rendez-vous pour discuter la séparation des Eglises et de l'Etat, nous semions craindre aujourd'hui de voir ce débat s'ouvrir et nous proposer des détails afin d'éclairer ce projet de loi qui nous terrorise.

Je voudrais bien savoir à quel moment de la discussion nous aurions pu déposer les motions préjudicielles qui vous sont soumises à cette heure. Je crois que l'honorable M. Berry était depuis longtemps décidé à demander à la Chambre de se soustraire jusqu'aux prochaines élections au débat sur la séparation. Quant à moi, j'ai toujours pensé que cette séparation devait être prévue de concert avec les Eglises intéressées. Nous était-il possible avant ce jour d'apporter à la tribune des motions dans le but de faire accepter nos idées? Nous sommes donc obligés d'intervenir aujourd'hui pour demander à la majorité parlementaire qu'elle veuille bien reculer l'heure où s'ouvrait la discussion, dans le but unique de donner au pays le moyen de se prononcer, au Gouvernement, et à la majorité elle-même, le temps de prendre tous les renseignements, toutes les informations nécessaires.

A gauche. Nous les avons.

M. Gayraud. Cette réponse fait à l'honorable M. Briand, je viens à mon sujet.

Messieurs, je ne crois pas que, depuis l'Assemblée constituante de 1789, un débat plus important que celui qui s'ouvre aujourd'hui sur la question religieuse ait eu lieu dans une Chambre française. Voilà pourquoi, à mon avis, il importe, dès le début de cette discussion, de prendre nettement position et de s'expliquer en toute liberté et avec une entière franchise.

Vous savez que je ne recule pas devant l'expression de mes pensées ni devant l'affirmation nette et précise de la doctrine catholique. Je vais donc, si vous le permettez, vous dire ici très franchement ce que l'Eglise catholique enseigne et ce que tous les fidèles, enfants de cette Eglise, croient relativement à la séparation des Eglises et de l'Etat.

Pour nous, messieurs, l'idéal des rapports entre l'Eglise et l'Etat ne saurait être la séparation. Notre idéal, c'est l'union de la société civile et de la société religieuse...

M. François Fournier. C'est la domination du pape?

M. Gayraud. ...L'union pour la paix des consciences, pour la tranquillité publique et, en même temps, pour la prospérité de l'Etat et la liberté de l'Eglise.

M. François Fournier. L'Eglise n'a jamais été en paix avec le pouvoir civil. (Exclamations à droite.)

M. Gayraud. Le régime concordataire de 1001 ne réclame pas cet idéal. (Mouvements d'apologies.) Non, messieurs, je crois que nous considérons le Concordat de messidor comme l'expression idéale de la doctrine catholique sur les rapports des deux puissances. Dans ce Concordat, l'Eglise est reconnue, non pas comme la vraie religion — ce qu'elle est à nos yeux — mais tout simplement comme la religion de la majorité des Français.

M. Bopmane. Cela ne vous suffit pas?

M. Gayraud. D'après ce Concordat, les nominations ecclésiastiques, les nominations des évêques et des curés sont livrées au Gouvernement.

L'Eglise, se trouve, d'après certains articles du traité, dans l'impossibilité de se soustraire elle-même au point de vue matériel : vous l'avez condamnée à une sorte de mendicité et de salariat.

M. François Fournier. C'est la critique
du Concordat que vous faites ! Alors, dénoncés-les ! (Bruit à droite.)

M. Gayraud. De plus, on a ajouté au Concordat des Articles Organiques, qui en sont en grande partie la contradiction formelle, la violation flagrante.

En dernier lieu, je ferai remarquer que la manière dont le Concordat a été appliqué, surtout dans ces derniers temps, a fait de lui un instrument d'oppression contre l'Église et contre les consciences catholiques. (Protestations à l'extrême gauche.)

Et je me souviens que les cardinaux français, dans la lettre qu'ils écrivirent en 1852 au Gouvernement de la République, ne craignaient pas de dire que, si le juge Pie VII avait prévu que le Gouvernement français dût se servir du Concordat comme d'un instrument d'oppression contre l'Église, jamais il ne se serait résolu à apposer sa signature au bas de cette convention.

À l'extrême gauche. Qu'est-ce qu'ils en saient ?

M. Gayraud. Je vous préviens, messieurs, ne voulez-vous pas permettre de développer ma pensée dans la calme. J'ai besoin, ici, croyez-le, de toute ma tranquillité d'esprit. (Paroles : paroles.)

M. le président. Chaque orateur a droit.

M. Gayraud. Vous me voyez, je ne regarde pas le Concordat de 1801 comme l'idéal des rapports entre l'Église et l'État. Cependant je n'hésite pas à déclarer que je préfère ce régime concordataire à la séparation que vous voulez apporter. (Interjections à l'extrême gauche.) Il est facile d'expliciter mon sentiment. Par la séparation, l'Église deviendra en réalité, dans ce pays, une association semblable à toutes les autres.

M. Jumel. C'est ce qu'il faut !

M. Gayraud. Le caractère divin qui, aux yeux de notre foi, lui appartient, sera méconnu, nié par la loi et par le Gouvernement de ce pays. Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche. Elle perdra le bénéfice de la reconnaissance et de l'appui de l'État. D'autre part, l'État lui-même, par la séparation, perd son autorité sur le clergé et compromet gravement les avantages que sa qualité de première nation catholique lui faisait dans le monde. (Exclamations à l'extrême gauche.)

Voilà pourquoi je préfère le régime concordataire, même tel qu'il a été réalisé chez nous par la convention de messidor an IX et la loi du 18 germinal an X, au régime séparatiste pris en soi, et surtout à celui que vous voulez proposer de réaliser.

Il n'est donc pas étonnant que, dans mon discours du 18 février dernier, j'ai dit conseiller au Gouvernement et à la Chambre de re- toucher les relations avec le Saint-Siège. (Bruit à droite.)

À l'extrême gauche. Où aller à Canossa ? (Bruit à droite.)

M. Gayraud. Remuer avec le Saint-Siège et revenir loyalement et sincèrement à la pratique loyale et sincère du Concordat, c'est à mon avis, la solution la plus sage et la plus politique. (Interjections à l'extrême gauche.)

Mais nous ne sommes pas les maîtres des événements ; nous nous avons placés en présence d'une situation de fait qui s'impose à nous. D'une part, le Gouvernement, en déposant son projet de loi, en a marqué la finalité. Il faut, en vertu de l'ordre du jour du 20 février dernier, tout d'abord et nettement qu'ils voulaient la séparation de l'Église et de l'État et que la séparation était la seule solution possible, dans les circonstances présentes, dans l'état actuel de nos relations avec le Saint-Siège. Ce qui est bien le moment venu, de démontrer ici, qu'on en a dit, qu'il y a un instant l'honorable M. Briand, que cette solution ne s'impose pas.

Mais, pour le moment je n'entre pas dans cette discussion : j'en vues à mon but et je demande à la Chambre, je demande au Gouvernement, si, à l'heure où il se propose d'imposer au pays la séparation des Églises et de l'État, il veut faire acte de haute sagesse politique.

C'est que je crois que vous vous proposez de mettre le projet de séparation des Églises et de l'État ? Voulez-vous détruire le catholicisme en ce pays ? Dénégations à gauche. Voulez-vous anéantir la religion ? Voulez-vous entraîner les consciences chrétiennes, catholiques, protestants et israélites ?

M. le rapporteur fait un signe de dénégation.

M. Gayraud. Je crois que quelques-uns de nos collègues n'auraient pas à répondre que tel est leur but... À l'extrême gauche et à droite. Mais non !

M. Gayraud. . . mais la grande majorité n'aurait pas répondu clairement et nettement qu'elle veut détruire le catholicisme, anéantir la religion, entraver la liberté de conscience. Si je juge par les déclarations faites au nom du Gouvernement, à plusieurs reprises, par l'honorable M. Bienvenu Martin dans son rapport, par l'honorable M. Briand, le but que se proposent le Gouvernement et la commission par le projet de loi soumis à nos délibérations est de libérer les consciences et de rétablir la paix religieuse. (Très bien ! Très bien ! à gauche.)

Eh bien ! soit : je me place à ce point de vue et je prends comme point de départ de ma discussion cette déclaration du Gouvernement et de la commission : Vous voulez faire œuvre de libération des consciences, vous voulez faire œuvre de paix religieuse, Comment y réussirez-vous ? Voilà toute la question.

Quel est l'objet du projet de loi ? Si je ne me trompe, c'est de déterminer les conditions d'existence et de fonctionnement des sociétés religieuses dans la société civile. Voilà bien, si je ne m'abuse, l'objet de votre projet de loi.

M. le président de la commission une fait un signe d'assentiment. et je l'en remercie. S'il en est ainsi, croyez-vous possible de déterminer ces conditions sans entente préalable avec les Églises intéressées ? (Très bien ! Très bien ! à droite.) Je réponds : Non ! et je m'appuie pour répondre de la sorte sur ce qui s'est fait en ce pays pendant tout le cours du dix-neuvième siècle, depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Toutes les fois qu'une question relative aux rapports des Églises et de l'État a été soulevée, toujours, entendez-vous bien, le Gouvernement a pris l'avis des Églises intéressées.

M. François Fournier. Surtout pour révoquer l'édit de Nantes ! (Exclamations tirées à gauche.)

À droite. Au dix-neuvième siècle ?

M. le général Jacquey. Que vient faire ici la révocation de l'édit de Nantes ?

M. Gayraud. Ecoutez, messieurs, ce que disait à ce sujet, dans son discours au Corps législatif du 15 germinal an X, Portails lui-même : « Que doit faire le magistrat politique en matière religieuse ? Connaître et fixer les conditions et les règles sur lesquelles l'État peut autoriser, sans danger pour lui, l'exercice public d'un culte. C'est ce qu'à fait la Révolution française relativement au culte catholique. Il a trahi avec la paix non comme souverain étranger, mais comme chef de l'Église universelle dont les catholiques de France font partie. Il a fixé avec ce chef le régime sous lequel les catholiques continueront à professer leur culte en France... Les protestants français n'ont point de chef, mais ils ont des ministres et des pasteurs ; ils ont une discipline qui n'est pas la même dans les diverses confessions. On a demandé des instructions convenables et, d'après ces instructions, les articles organiques des diverses confessions protestantes ont été réglés... En s'occupant de l'organisation des cultes, le Gouvernement n'a nullement perdu de vue la religion juive. Elle doit participer, comme les autres, à la liberté décrétée par nos lois. Mais les juifs forment bien moins une religion qu'un peuple ; ils existent chez toutes les nations sans se confondre avec elles. Le Gouvernement a cru devoir respecter l'éternité de ce peuple, qui regarde comme un de ses plus grands privilèges de n'avoir d'autres règlements que ceux sous lesquels il a toujours vécu parce qu'il regarde comme un de ses plus grands privilèges de n'avoir que Dieu même pour législateur. »

Vous voyez, messieurs, comment Portails justifiait devant le Corps législatif les procédés suivis par le gouvernement d'alors pour arriver à régler dans ce pays les conditions d'existence des sociétés religieuses ; pour bien connaître ces conditions avant de faire une loi qui devait en assurer la stabilité dans notre pays. Il a négocié avec le pape pour les catholiques, il a pris l'avis des protestants et il a eu soin de ne pas obliger les exigences de la religion juive.

Bien plus, en 1806, Napoléon crut nécessaire de régler à d'une façon spéciale le culte israélite. Que fit-il ? Il convoqua à Paris une assemblée générale des juifs.
Cette Assemblée rédigea un règlement qui fut rendu exécutoire par le décret du 13 mars 1817. Vous trouverez le règlement et le décret dans le rapport de M. Briand, à la page 286.

Puis tard, en 1852, sous la monarchie de Juillet, on revint sur le règlement de 1806 relatif à la religion juive, on réorganisa le culte israélite.

Comment le Gouvernement procédait-il? Imposa-t-il de vive force et de sa propre autorité aux juifs une réglementation nouvelle? Nullement: le projet du nouveau règlement fut soumis par le ministre des cultes au conseil central et aux conseils départementaux qui présenteront leurs observations.

Il y eut, en 1852, une réorganisation des cultes protestants. Vous pouvez voir, à la page 278 du rapport de M. Briand, que l'on procéda de la même façon libérale: mais c'était, sous l'Empire, Je ne sais, peut-être notre honorable collègue M. Revilloud pourrait-il répondre à cette question, si l'on procéda de même en 1879.

Quoi qu'en soit, vous voyez, par les exemples que je cite, qu'en vous demandant de constituer une commission extra-parlementaire, composée des ministres des divers cultes, avec lesquels le Gouvernement essayerait de se mettre d'accord sur les moyens de sauvegarder les libertés nécessaires des diverses religions dans le régime séparatiste, je ne demanderai rien qui sorte des usages diplomatiques et parlementaires.

En 1848, le comité des cultes fut nommé par l'Assemblée constituante. Vous le savez, je vous permettrai de lire quelques lignes du volume écrit par le secrétaire de ce comité, M. Pradèche. Vous allez voir comment, dans cette commission de 1817, on comprenait la façon de régler les questions religieuses.

Le 20 décembre 1818, le comité des cultes décidait de faire procéder les résolutions de l'Assemblée d'une négociation avec le Saint-Siège pour s'assurer de sommes pour toutes les modifications à faire à la discipline ecclésiastique. Ce faisant, il rendait hommage à ce principe que le pouvoir civil a sans doute le droit d'intervenir dans la solution des questions mixtes, mais qu'il doit pour cela entendre préalablement avec le Saint-Siège, qui est le représentant officiel des catholiques.

M. Camille Pelletan. Résultat: la constitution civile du clergé.

M. Gayraud. Rien de plus sage que cette modification de procédure.

Par là, ajoute M. Pradèche dans son livre sur la question religieuse, le comité a évité avec le plus grand soin tout ce qui aurait pu ressembler de près ou de loin à des tendances schismatiques.

C'est la réponse à votre interruption, monsieur Pelletan.

Vous voyez donc qu'on peut envisager l'hypothèse d'une entente avec les représentants des Églises intéressées dans la question de la séparation, sans rien faire qui porte le moins du monde atteinte à la dignité de l'État.

M. Briand, dans son rapport, fait bien quelques objections.

"On affirmait dans une discussion parlementaire récente, dit-il, que toute législation destinée à régler dans notre pays la situation de l'Église catholique sur d'autres bases que celles adoptées en 1801 devait, pour être acceptable aux yeux des catholiques, n'être édictée qu'après entente, après "conversation" avec le représentant suprême de l'Église."

M. le rapporteur y répond par cet argument:

"Il y a en Italie 31 millions de catholiques, 20 millions en Autriche, 9 millions en Hongrie, 12 millions en Prusse, 6 millions en Belgique, 5 millions et demi dans le royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., pratiquant librement leur culte conformément à leurs législations nationales, lesquelles ont été promulguées avec aucune entente, sans aucune convention préalable avec la couronne."

Et il en est encore ainsi dans plusieurs pays du Nouveau-Monde.

Croyez-vous, monsieur le rapporteur, avoir répondu victorieusement à l'argumentation de ceux qui demandent la "conversation" avec les Églises intéressées? Mais pourquoi demandons-nous cette "conversation"? Est-ce parce que nous ignorons que des législations ont été faites sans entente préalable avec les chefs de ces Églises? Mais non, le savons très bien. Sans sortir de notre pays, nous connaissons les articles organiques, la loi sur la réglementation des fabriques, la loi contre les congrégations, etc., des législations qui touchent à l'intérêt de l'Église et que l'État, que le pouvoir législatif a faites sans se préoccuper de ce qu'en pensait l'Église catholique.

Mais la n'est pas la question. La question est de savoir d'abord si ces mesures, ces dispositions législatives pourront être acceptées par une Église qui vit en dehors de toute entente préalable avec le Saint-Siège. C'est là-dessus qu'il faudrait réfléchir et vous ne répondrez rien.

Et bien, non. Jamais les articles organiques et autres lois auxquelles je viens de faire allusion ne seront acceptées et ne seront acceptables pour les catholiques; et l'une des raisons c'est qu'elles ont été faites en dehors de toute entente avec le Saint-Siège. "Mourons dix fois à gauche."

A l'extrême gauche, c'est une déclaration de guerre.

M. Gustave Rouanet. Continuez, c'est très intéressant.

M. Gayraud. Je suis très heureux de vous intéresser, monsieur Rouanet; cela n'arrive peut-être pas à tout le monde.

Donc vous ne répondez pas à notre argumentation, monsieur Briand; elle reste tout entière. Il faudrait savoir d'abord, je le répète, si les législations dont vous parlez ont été rendues acceptables pour les catholiques en dehors de toute entente avec le Saint-Siège. Il s'agirait de savoir ensuite si ces législations se sont établies dans ces divers pays sans causer aucun trouble.

M. Féron. Il n'y paraît guère.

M. Gayraud. … Et elles n'ont pas été et ne sont pas encore une source de difficultés pour les gouvernements, si elles ne vont pas directement contre les principes fondamentaux des constitutions modernes qui garantissent la liberté de conscience et la liberté des cultes pour tous les citoyens. Je pense que personne ici ne contesterà pour la dernière loi que vous avez votée, la loi sur les associations, pour la partie de cette loi qui interdit à tout citoyen français de menacer la vie du congréganiste, personne, dis-je, ne peut contester que cette loi ne soit diamétralement opposée aux principes de notre droit public sur la liberté de conscience; personne ne peut contester qu'elle ne soit incompatible pour nous, catholiques. Non, messieurs, nous ne l'accepterons jamais. (Bravo à l'extrême gauche et à gauche. — Approbations à droite.)

M. Gustave Rouanet. Vous la subirez.

M. Gayraud. Nous avons des siècles pour prendre nos revanches, et l'historien nous apprend qu'elles viennent toujours. (Très bien! très bien! à droite.)

Je conclus donc qu'il serait très impoli de procéder à la séparation de l'Église et de l'État en dehors d'une entente avec les chefs des Églises intéressées.

Jusqu'à présent, messieurs, j'ai envisagé la question d'un point de vue général: j'ai parlé pour les catholiques, les protestants, les israélites, pour tous les cultes; permettez-moi de me placer tout spécialement au point de vue catholique. Je ne sais s'il y a un argument que je vais présenter vous touchera quelque peu, mais il me semble qu'il doit toucher QUELCONQUE à l'aspect civique des droits et de la liberté de la conscience d'autrui.

Vous avez dans ce pays un grand nombre de catholiques intéressés dans la loi dont il vous a été défendu pendant la discussion. Sans ouvrir de débat sur la question de savoir si le nombre des catholiques préfigurant l'importance du reste des citoyens, je constate que, dans la réorganisation du culte catholique en France, la très grande majorité des familles françaises ont quelque intérêt. (Très bien! très bien! à droite.)

Et en me plaçant à ce point de vue, je vous demande d'envisager l'état de conscience des catholiques. L'état d'esprit dans lequel ils se trouvent naturellement, nécessairement, en vertu même de leur foi religieuse.

Nous croyons, messieurs, à l'autorité de l'Église. Nous croyons à l'Église comme à une institution divine. Interruptions à l'extrême gauche. C'est notre foi. La vôtre est contraire: et nous ne pourrons nous entendre sur ce point; mais j'ose dire que la notre a droit d'être respectée. (Très bien! très bien!)

Nous croyons donc à la divinité de l'Église.
et à son droit divin. Quel est le droit que nous autres, catholiques, nous lui attribuons, que la grande majorité des familles de ce pays reconnaît à cette Église? Je ne voudrais pas être suspect d'exagérer en rien la doctrine catholique. C'est pourquoi je vous demande la permission de vous lire quelques courte lignes d'une lettre encyclique de Léon XIII. Ces lignes résument admirablement...

M. François Fournier. Lissez le Syllabus. (Exultetiones ad doctum.) Ce serait plus précis comme doctrine de l'Église.

M. le président. Monsieur Fournier, je vous en prie, n'intervenons pas l'orateur.

M. François Fournier. Je me borne à faire remarquer, monsieur le président, que le Syllabus précise mieux la doctrine de l'Église.

A droite. Le connaissez-vous?

M. Gayraud. Je vous mets au défi, monsieur Fournier, de me dire que c'est que ce le Syllabus. Bises et applaudissements à droite.

M. François Fournier. Monsieur le président, veuillez m'inscrire. Je demande la parole.

M. Jean Codet. Je vous le dirai, moi, dans un instant.

M. François Fournier. Je vous en donnerai lecture tout au long.

M. Lasies. Parbleu, si vous allez chercher à la bibliothèque! Biset à droite.

M. Gayraud. Voici donc, messieurs, ce qu'enseigne Léon XIII dans l'encyclique sur la constitution clémentine des États, du 1er novembre 1885 : « Dieu a divisé le gouvernement du genre humain entre deux puissances : la puissance ecclésiastique et la puissance civile ; celle-là préposée aux choses divines ; celle-ci aux choses humaines. Chacune d'elles en son genre est souveraine ; chacune est renfermée dans des limites parfaitement déterminées et tracées en conformité de sa nature et de son but spécial. Il y a donc comme une sphère circconscrite dans laquelle chaque exerce son action propre. Toutefois, leur autorité s'exerçant sur les mêmes sujets, il peut arriver qu'une seule et même chose, bien qu'à un titre différent, mais portant une seule et même chose, ressortisse à la juridiction et au jugement de l'une et de l'autre puissance... Il est donc nécessaire qu'il y ait entre elles un système de rapports bien ordonné, non sans analogie avec celui qui dans l'homme constitue l'union de l'âme et du corps. Tout ce qui dans les choses humaines est sacré à un titre quelconque, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, tout cela est du ressort de l'autorité de l'Église. Quant aux autres choses qui embrassent l'ordre civil et politique, il est juste qu'elles soient soumises à l'autorité civile, puisque Jésus-Christ a commandé de rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Voilà, messieurs, la doctrine de l'Église catholique! Voilà ce que pensent, ce que croient les catholiques de ce pays. Aux yeux de notre foi, l'État ne saurait donc sans commettre un abus de pouvoir, disons le mot, sans une véritable tyrannie, s'emparer, lui tout seul, des questions qui regardent les intérêts de la conscience catholique et les trancher de lui-même et lui seul.

Nous ne lui reconnaissions pas ce droit. Et j'en tire, quant à présent, cette conclusion que, si vous voulez faire dans ce pays œuvrer de paix religieuse, vous devez vous préoccuper de ne pas heurter, de ne pas froisser les consciences catholiques.

M. Laurent Bougerie. De ne pas les opprimer.

M. Gayraud. Vous devez donc d'abord dépasser ces conséquences, d'envisager leur révolte, de prévenir une agitation et un trouble qui seraient au fait nuisibles à l'État qu'à l'Église.

Conséquemment, ce ne serait que sagesse de votre part de prendre le bon moyen pour calmer les appréhensions des catholiques. Pour faire cesser leurs justes alarmes : et ce moyen, c'est de traiter avec celui qui a seul le droit de parler en leur nom.

Cet argument ne manque pas, me semble-t-il, de quelque valeur : et ainsi s'explique la citation que je vous faisais il y a un instant du secrétaire du comité des cités de 1858. Ce comité avait compris que, dans les questions mixtes, l'État n'a le droit d'intervenir que d'accord avec le Saint-Siège ou avec les Églises intéressées.

M. Féron. Pour faire toujours ce qui veut le Saint-Siège?

M. Gayraud. Aussi, je vous en conjure, messieurs, si vous voulez faire œuvre libre, pacifique...

M. le marquis de Rosanbo. Il n'est pas question de cela.

M. Gayraud... si vous voulez, dans ce pays, profondément catholique malgré tout, vous le savez bien, calmer les appréhensions légitimes de nos consciences, vous ne pouvez pas cause de notre foi — je n'invoque pas cette raison qui serait valable à vos yeux — mais à cause du principe fondamental dont nos institutions politiques, car le respect de la liberté de conscience, prendre les mesures naturellement indiquées pour donner à nos consciences catholiques la satisfaction qu'elles ont le droit de réclamer. Applaudissements à droite. Voilà pour la question de droit.

Voulez-vous maintenant me permettre de vous montrer très brièvement ce qui, dans votre projet de loi, est, pour nous catholiques, inacceptable en dehors de toute entente avec Rome?

D'abord, vous supprimez le budget des cultes. Cette suppression, qu'il me soit permis de dire sans froisser personne, constitue, qui connaît le voile ou non, une banqueroute de l'État et un vol au détriment de l'Église. Applaudissements à droite. — Reclamations à l'extrême gauche et à gauche.

En effet, l'État français a pris, vis-à-vis de l'Église, un engagement exprimé dans les termes les plus formels par la loi du 24 nov.

1780. On a souvent cité cette loi ; je n'excuse de la citer encore, mais c'est nécessaire, me semble-t-il. Voici le texte : « Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres, etc. »

Donc, en opérant la nationalisation des biens ecclésiastiques, l'Assemblée constituante a pris une charge, celle de pourvoir aux frais du culte et à l'entretien des ministres du culte. Et ne dites pas que ces mots : «... à la charge de pourvoir, etc... » ne constituent pas un engagement. Voici ce qu'en pense et ce qu'en dit un homme que vous n'accuseriez pas de cléricalisme, M. Vaulard. M. Vaulard a écrit les lignes suivantes que je livre à votre attention : « On a épuisé sur ces mots «... à la charge de... » et l'on a dit qu'ils ne constituaient pas un engagement. C'était bien un engagement et un engagement solennel... » Ainsi s'exprime M. Vaulard.

En résulte que l'État français ne peut supprimer le budget des cultes sans compensation aucune pour l'Église, pour le clergé et pour les catholiques. Il ne peut pas le faire en manquant à la parole donnée, en violant les engagements solennels pris en 1789 et, par conséquent, en faisant une sorte de faillite frauduleuse. (Très bien! très bien! à droite.) Je dois le répéter : ce serait un acte de spoliation et un véritable vol commis au détriment de l'Église. (Applaudissements à droite.)

Dans ce même projet de loi, vous procédez de différentes façons à certaines aliénations des biens ecclésiastiques. Vous transférez les biens des fabriques, vous vous emparez des églises, vous modifiez de fond en comble l'état de la propriété ecclésiastique dans ce pays.

Enfin, sachez que pour nous, catholiques, de pareils actes ne peuvent être réguliers et légitimes que tout autant qu'ils sont approuvés par le Saint-Siège.

Férons. Nous ne sommes pas internationaux.

M. Gayraud. Je vous ai promis de vous dire ce qui, dans le projet de loi dont la discussion commence, ne saurait être accepté par nous en dehors de toute entente avec le Saint-Siège. Je le dis très clairement et très loyalement.

En outre de l'aliénation des biens ecclésiastiques qui ne peut se faire que du consentement des évêques et du Saint-Siège, le projet de loi crée des associations cultuelles qui substituent aux fabriques existantes.

Enfin, c'est là encore une mesure que je puis qualifier d'ingéniosité très abusive dans le domaine ecclésiastique.

Evidemment, la question de la propriété ecclésiastique et de son administration est, au moins, une question mixte et, en vertu même des principes reconnus jusqu'ici, vous ne devriez pas résoudre une pareille question en dehors d'une entente avec le Saint-Siège.
M. le président du conseil. Moi et les autres.
M. Gayraud. Nous n'avons pas à craindre ni des violences, ni des persécutions. Mais on avait fait la même promesse aux congrégations autorisées, on leur avait dit aussi qu'elles n'avaient rien à craindre de la loi de 1801. Qu'a-t-on fait, monsieur le président du conseil?
M. Charles Bœufquier. Rien du tout!
M. Gayraud. Oh! vous ne voudrez pas, je le sais, en venir à la persécution violente; elle vous effraye, parce que vous savez quelles en seraient les conséquences.
Mais on ne dispose pas à son gré des événements; nul n'est maître du lendemain, monsieur le président du conseil; vous ne savez pas qui vous succédera, vous ignorez si la majorité qui hériterà de la majorité actuelle ne voudra pas aller jusqu'au bout, elle aussi, et pousser plus loin les mesures dont nous sommes menacés à l'heure présente. Elle voudra peut-être y apporter ce que certains appellent les sanctions nécessaires, et il s'en trouvera qui proposeront comme sanctions nécessaires...
M. Jumel. Les bûchers!
M. Gayraud. ...non pas peut-être de fusiller ou de guillotiner les curés, mais de fermer les églises, mais d'enlever aux prétreurs leurs droits électoraux, -- il en est qui croient Très bien! Très bien! à l'extrême gauche, mais de nous enlever nos droits de citoyens, il en est qui pensent! Cette persécution, monsieur le président du conseil, c'est la persécution à la Julien l'Apostate; elle est pire que la persécution à la Dioclétien.
M. Dejeant. Puisque vous n'obéissez qu'au pape, vous n'êtes pas de bons citoyens français.
M. Gayraud. Je reprends mon argumentation.
Du moins, messieurs, vous avez quelques raisons de ne pas tenir compte des exigences légitimes de la conscience catholique et de conséquences d'une sage politique? Quelles sont ces raisons? Vous nous l'avez dit, messieurs, et M. le rapporteur le répète à l'instant; nous nous l'avons dit dans l'ordre du jour du 10 février: c'est que le pape a voulu le Concordat et a rendu la séparation nécessaire.
Je ne me contenterai pas de répéter à cette tribune le mot écrasant et juste de l'honorable M. Ribot: « C'est un mensonge historique. Je vous essaie de répondre sur ce point. Je le ferai très rapidement, je l'espère, et sans cesser, je l'espère aussi, d'intéresser l'honorable M. Rouanet.
Quels sont donc vos griefs contre le Saint-Siège? L'honorable M. Combès, qui fut théologien à ses heures, a inventé ces griefs théologiques.
Vous les avez revus, messieurs, monsieur Brial, car vous nous servez dans votre rapport plusieurs tartinades de M. Combès. Ces griefs théologiques, ce sont le Syllabus et l'infaillibilité.
Il parait, c'est l'honorable rapporteur qui l'affirme, que le Syllabus et l'infaillibilité ont changé les conditions du contrat de 1801.
« Par la publication de l'encyclique et du Syllabus, dit l'honorable rapporteur, Pie IX s'était inscrit en faux contrairement à l'esprit même du Concordat de 1801. »
Et plus bas, à propos de l'infaillibilité:
Une telle innovation suffirait à infirmer la valeur léégale du Concordat, l'Eglise revêtant un caractère spirituel et temporel qu'elle n'avait pas au temps des négociations de 1801.
En êtes-vous bien sûr, monsieur Brial? Etes-vous bien sûr qu'à l'époque du Concordat de 1801, la doctrine de l'Eglise romaine n'était pas celle du Syllabus et de l'infaillibilité? Si je ne me trompe, ces doctrines ce sont les doctrines ultramontaines; or, l'ultramontanisme remonte plus loin et plus haut que le Syllabus.
Vous croyez que le Syllabus n'était pas la doctrine de l'Eglise romaine en 1801? Non seulement c'était alors la doctrine de l'Eglise romaine, monseur Brial, mais...
M. Eugène Revillaud. Pas celle de l'Eglise gallicane.
M. Gayraud. Comment, ce n'était pas celle de l'Eglise gallicane, monseur Revillaud?
Ceux qui connaissent Bossuet, et ils sont nombreux ici (Sourires sur divers bancs à droite), ne me démentiront pas si j'affirme qu'on peut trouver dans Bossuet toutes les propositions du Syllabus...
M. Eugène Revillaud. Il n'est question, dans Bossuet, que de l'infaillibilité dans les conciles.
M. Gayraud. ...et quelques autres propositions qui soulèveraient davantage encore votre indignation. (Mouvements divers à gauche. Laissons-donc de côté le Syllabus.)
La doctrine du Syllabus est la doctrine de l'Eglise catholique, aussi bien de l'Eglise gallicane que de l'Eglise romaine; c'était sa doctrine en 1801 aussi bien qu'en 1801. Quant à l'infaillibilité, vous dites que l'Eglise gallicane ne l'admettait pas; et moi, monseur le rapporteur, je vous demande: est-ce avec l'Eglise gallicane ou avec Pie VII que Napoléon a traité? Le crois que c'est avec Pie VII.
Oui, c'est avec Pie VII comme chef de l'Eglise universelle que, malgré de nombreuses résistances des évêques gallicans, il traita des conditions de la paix pour l'Eglise de France. Or, la doctrine de l'Eglise romaine, c'est cette doctrine de l'infaillibilité qu'il vous effaroucha tant. Vous n'avez qu'à relire la lettre par laquelle le cardinal Caprara protesta contre l'article 24 des organes et vous verrez que, dans sa protestation, il rejette comme contraire à la doctrine de l'Eglise romaine la déclaration de 1802.
M. Féron. Nous ne sommes plus à cette époque.
M. Gayraud. Pourquoi en parlons-nous? Vous ne savez plus à l'époque de Clovis
et ce sujet remplit vingt pages du rapport de M. Briand. (Très bien! très bien! sur dix-vues à droite.)

Ainsi donc je crois que l'on ne saurait tirer argument du Syllogus ou de la définition du digne de l'infaillibilité contre le Concordat de 1801. Les doctrines de ces deux documents pontifical représentent non seulement la doctrine de l'Eglise en 1854, mais celle de l'Eglise romaine en 1801 et de l'Eglise gallicane pour ce qui regarde le Syllogus.

Un autre ordre de griefs contre le Saint-Siège, sur lequel M. Briand s'appuie volontiers et auquel il a fait allusion aujourd'hui, ce sont les articles organiques. Eh bien, oui, le pape n'a jamais voulu reconnaître les articles organiques; les catholiques de France, précisément parce que le pape n'a pas voulu les reconnaître, ne veulent pas les reconnaître non plus. C'est une raison, si l'on veut éviter dans l'avenir que les mêmes malentendus se produisent, de s'entendre avec le pape pour la séparation que vous méditez.

Mais enfin le fait de ne pas reconnaître les articles organiques constituerait-il une violation du Concordat? Je prétends, quant à moi, que c'est le fait de les avoir fabriqués et promulgés, ces fameux articles, qui constitue la violation du Concordat. Très bien! très bien! à droite. — Mouvements divers.


M. Féron. Vous n'acceptez que ce qui vous est favorable.

M. Gayraud. Je l'ai déjà dit à la tribune: Je mets au défi un membre quelconque de cette Assemblée de démontrer que, dans les articles organiques, il s'agit d'un règlement en matière de publicité du culte, de m'inquiéter un seul article organique qui se rapporte à cet objet.

Dés lors, nous ne pouvons s'appuyer sur l'article 1er du Concordat pour légitimer les articles organiques. On en est cependant servi, on l'a invoqué. Mais pourquoi? Parce que le Saint-Siège ne voulait pas les reconnaître et qu'il fallait bien leur trouver un semblant de justification à présenter au pape. Je ne dis pas — je pous- serai la franchise jusqu'au bout; j'en ai l'habitude, — je ne dis pas qu'il fût possible à Napoléon de faire approuver le Concordat par le Corps législatif sans y joindre les articles organiques. Peut-être, en effet, était-il nécessaire de faire cette annexation pour obtenir le vote de cette Assemblée.

M. Augagneur. On a tropmâché quelqu'un, alors? M. Gayraud. Mais cette nécessité que je ne conteste pas, — je ne me prononce pas sur elle — ne fait pas, monsieur Briand, que ces articles aient une valeur diplomatique aux yeux du Saint-Siège. M. le rapporteur. Ni le Concordat aux yeux de la nation. (Très bien! très bien! à droite.)

Puisque, de notre propre aveu, les articles organiques ont été la condition essentielle de l'approbation donnée par le Corps législatif, vous jugez le Concordat.

M. Jumel. Vous condamnez vous-même le Concordat, monsieur Gayraud.

M. Gayraud. J'ai dit que la chose était possible, que je ne me prononçais pas sur ce point d'histoire parlementaire. Je parle en toute loyauté.

M. le rapporteur. Vous venez de reconnaître que, dans cette convention, il y a eu trois dopes: le pape, le Premier conseil et le Corps législatif. Voilà votre avoue! Alors que vaut le concordat?

M. Lasies. Ne parlez pas du Premier conseil: il s'y connaissait aussi bien que vous, que M. Combès et que M. Rouvier tous ensemble, et vous ne ferez pas mieux.

M. Charles Bonoist. Les articles 1, 3 et 21 des articles organiques sont les libertés de l'Église gallicane et pas autre chose.

M. Gayraud. Dites avec Fénelon: Les servitudes de l'Église gallicane. Quoi qu'il en soit, il doit passer pour certain que les articles organiques sont un acte unilatéral. Interruptions à l'extrême gauche.

M. Eugène Reveriaud. C'est une loi de l'État.

M. Gayraud. Voulez-vous que je vous lise le texte même de Portail? Je l'ai, bien d'autres, sous les yeux.

M. Eugène Reveriaud. Nous admettons que ce soit un acte unilatéral: mais toutes les lois de l'État le sont.

M. Gayraud. Très bien! monsieur Reveriaud; vous me dispensez de lire le texte. Donc, vous admettez qu'il s'agit d'un acte unilatéral. J'en tire cette conclusion: l'autre partie contractante n'est donc pas engagée.

M. Jumel. Alors personne n'est engagé!

M. Gayraud. C'est tout ce que je demande. Donc nous ne pouvons pas faire un grief au Saint-Siège de ne pas reconnaître la valeur de cet acte unilatéral, de ne pas se sentir lié par lui. (Très bien! très bien! à droite. — Approbation ironique à gauche et à l'extrême gauche.)

M. Bienvenu Martin, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Alors, il n'y a plus de Concordat!

M. Gayraud. Messieurs, je ferai une allusion rapide aux deux griefs diplomatiques indiqués par M. le rapporteur: je veux parler de la protestation de Pie X contre le voyage de M. Loubet à Rome et de l'affaire des évêques de Laval et de Dijon.

On a déjà exposé ici comment le Saint-Père, en protestant contre la visite de M. Loubet, n'avait fait que son devoir de chef de l'Église catholique.

Non seulement dans ses intentions — M. Briand l'a reconnu — mais dans sa pro-testation même, il n'y avait rien, ni dans le style, ni dans la forme, qui pût blesser la dignité de la nation française.

M. Jumel. Mais dans le fond?

M. Gayraud. M. le ministre des affaires étrangères l'avait reconnu, puisque s'il était content de répondre au nonce apostolique qui lui présentait la note diplomatique du Saint-Siège, qu'il ne pouvait pas la recevoir. L'incident était clos.

Il fallut, pour le pousser, la publication de la note diplomatique dans le journal de M. Jaurès, si je ne me trompe.

M. Jaurès. C'était un document authentique.

M. Gayraud. Je le reconnais.

C'est à l'occasion de cette publication, qui n'était en rien le fait du Saint-Siège, que la question a été levée par M. Combès et poussée jusqu'au rapport de notre ambassadeur. Pourquoi? Non pas, certes, parce que le Saint-Siège voulut manquer d'audace envers la France — ce grief n'avait pas été retenu par M. le ministre des affaires étrangères — mais uniquement parce qu'on voulait conduire la Chambre jusqu'au point où nous en sommes aujourd'hui, jusqu'au vote de la séparation. (Applaudissements à droite.)

Il en est de même pour l'affaire des évêques de Dijon et de Laval. Cette affaire a été exploitée par M. Combès dans le but unique de mettre la Chambre dans la nécessité de rompre avec Rome et de voter la séparation des Églises et de l'État.

Je ne discuterai donc pas davantage les prétendues griefs de la France contre le Saint-Siège. Ces griefs, en réalité, n'existent pas. (Protestation à l'extrême gauche.)

Qu'y a-t-il donc? Il faudrait avoir le courage de dire toute votre pensée. Vous voulez profiter d'une occasion pour dénoncer le Concordat. Dites-le simplement: sit pro ratione voluntis; nous le voulons et cela suffit; mais n'allez pas chercher de mauvais raisons. Parlez franc et alors nous ne discuterons plus sur ces questions préalables à la discussion du projet de loi. (Applaudissements à droite.)

Donc, je le répète, ces griefs dont on fait si grand bruit n'existent pas. L'arrive enfin, messieurs, à la conclusion de ces longs développements — dont je m'excuse. Si vous votez le projet de loi qui vous est proposé, en dehors de toute entente avec les Églises intéressées, avec le Saint-Siège, avec les chefs des Églises protestantes ou israélites, vous allez faire, d'abord, un acte d'hostilité contre les divers cultes, et particulièrement contre le catholici-sme; vous allez, ensuite, ouvrir une période de troubles en allumant dans ce pays une sorte de guerre civile; prenez-y garde, messieurs.

Oui, c'est parce que je veux la liberté de conscience dans mon pays, c'est parce que je veux lui éviter des troubles inutiles et une agitation dangereuse, c'est parce que je veux la paix sociale par la liberté en France que j'insiste comme je le fais.

Avez-vous réfléchi à quelques-unes des
M. Octave Vigne. Ils sont jolis, ces radicaux.

M. Augé. Moi, je connais des curés qui font appel aux radicaux pour servir leurs intérêts.

M. Gayraud. On peut croire, d'après le texte du projet de loi, que la commission a eu l'intention de susciter des rivalités entre les associations culturelles, peut-être même de provoquer des schismes paroissiaux.

M. Caseneuve. Où avez-vous vu cela?

M. Gayraud. S'il en était ainsi, l'âme de la paix religieuse ne serait pas de se souvrir dans notre pays et notre œuvre de pacification et de liberté, telle est du moins votre promesse, serait loin, très loin d'être réalisée. Mais si, au contraire, vous avez la ferme détermination d'éviter toute agitation et toute guerre civile, eh bien, un seul moyen vous reste, c'est d'inviter le Gouvernement à promouvoir une commission extraparlamentaire, composée de ministres des diverses cultes, lesquels seraient choisis de concert avec les chefs des Églises intéressées, afin de préparer un accord amiable sur les conditions de la séparation. Si vous ne le faites pas aujourd'hui, messieurs, vous serez obligés de le faire au lendemain du vote de la loi. Peu d'années se passeront, soyons-en sûrs, dans cet état de lutte, et d'un bout à l'autre de ce pays l'on demandera à contracaler un nouveau modus vivendi avec l'Église catholique.

M. Hermine. On a dit autant du divorce.

M. Gayraud. Je vois, à son honneur, l'honorable directeur des cultes.

M. Caseneuve. C'est le plus ennuyeux; on lui enlève ses hautes fonctions. (On rit.)


M. Dummay. Le directeur général des cultes a dit vrai, prenez garde; peut-être que M. Dummay, qui s'oppose, dit-on, à la séparation, fera un honneur que l'avenir lui réserve, car je suis convaincu que, si la séparation est faite comme vous vous proposez de la faire, M. Dummay sera chargé de remonter avec le Saint-Siège nos relations et de négocier le Concordat du vingtième siècle.

J'ai fini. Je m'excuse d'avoir retenu autant de temps votre attention. Je suis venu à cette tribune parler non pas tant en catholique et en prêtre qu'en citoyen des deux cultes de la paix sociale de son pays. Si vous n'avez pas accepté la motion que je propose, je suis persuadé que vous le regretterez un jour. Quant à nous, messieurs, — car il ne faut pas vous méprendre sur les sentiments patriotiques qui dictent mes paroles, — quant à nous, si vous nous accueillez à la lutte, nous ne reculerons pas devant la bataille. (Très bien! très bien! à droite.)

Je prévois de grands inauspices, de grands malheurs pour l'Église et pour la France, à la suite du vote de ce projet de loi. C'est la guerre que vous voulez nous déclarer, c'est la guerre que vous nous apportez…

M. le marquis de Laferronnays. C'est évident.

M. le comte Ginoux-Deyermon. Et nous la forons.

M. Ferdinand Buisson, président de la commission. C'est la paix!

M. Gayraud. Non, monsieur le président de la commission, ce n'est pas la paix, parce que ce n'est ni la justice, ni la liberté. (Applaudissements à droite.)

Non, ce n'est pas la paix, parce que vous ne respectez pas nos croyances…

M. le président de la commission. Nous les respectons!

M. Gayraud. Parce que vous froissez nos consciences, parce que vous les violentez.

Vous avez parlé d'œuvre de paix, à propos de la loi de 1901. Vous avez parlé aussi à ce moment de liberté de conscience, comme si nous pouvions, nous catholiques, tolérer dans ce pays que des citoyens français n'aient pas le droit de pratiquer, si cela leur plaît, l'Évangile comme ils l'entendent. (Applaudissements à droite.)

Nous ne l'accepterons jamais, aujourd'hui encore vous nous parlez de paix lorsque vous nous enlevez le budget des cultes. (Exclamations à l'extrême gauche et à droite.)

M. Simyan. Voilà l'aveu.

M. Gayraud. En vérité, sont-ils les volets qui déclarent la guerre aux voleurs?

Non, vous ne faites pas une œuvre de paix parce que la plupart des articles de ce projet de loi ouvrent, au contraire, la porte à la guerre religieuse.

Quoi qu'il en soit, je tiens à l'affirmer du haut de cette tribune, ce sera avec une grande fierté au point de vue catholique et au point de vue patriotique que je verrai le vote de ce projet de loi; si c'est un gant jeté à l'Église, nous le releverons et nous verrons qui recueillera. (Applaudissements à droite.) — Beauf et interruptions à l'extrême gauche.

M. le président. La parole est à M. Codet.

M. Jean Codet. M. l'abbé Gayraud nous propose de ne pas dénoncer le Concordat avant d'en avoir conféré avec le Saint-Siège, c'est-à-dire avant d'être entrés en pourparlers avec lui. Qu'est-ce donc que cette proposition, sinon un nouveau Concordat? Qu'est-ce en effet que le Concordat, si ce n'est une entente avec le Saint-Siège?

M. Louis Ollivier. Qu'y a-t-il là d'extraordinaire?

M. Jean Codet. Je me propose de démontrer que nous avons le droit, non pas de
dénoncer le Concordat, mais de le considérer comme inexistant. Je soutiens en effet que le Concordat est depuis longtemps violé en principe et en fait, et déchu par l'Église.

M. Briand le rappelait tout à l'heure : la Chambre, dans un ordre du jour du 10 février dernier, constatait que l'attitude du Vatican a rendu nécessaire la séparation des Églises et de l'État et qu'elle doit être votée dans cette législature. La Chambre, jugeant qu'il y a un instant la motion d'ajournement qui lui était présentée, a confirmé cette opinion en rejettant cette motion à une éclatante majorité.

Mon intention n'est donc pas de faire effort pour vous engager à repousser la proposition de M. Gayraud, qui n'est au fond qu'une motion d'ajournement déguisée, mais bien de montrer que depuis longtemps le Concordat a été déchu, comme je viens de le dire, et de faire, au cours de cet exposé, la part des responsabilités.

On a dit et imprimé, en effet, que c'était l'attitude du précédent cabinet qui avait rendu nécessaire la séparation des Églises et de l'État. Eh bien ! je puis affirmer dès à présent que les causes de cette séparation sont infiniment plus lointaines et plus éphémères que le passage aux affaires d'un ministre républicain, quelle que soit du reste la part glorieuse que l'histoire lui concèrera.

M. Charles Benoist. L'histoire en a déjà plongé dans une de ses ombreuses. Rires au centre et à droite.

M. Jean Codet. C'est ce que nous voulons, monsieur Charles Benoist. Vous me permettrez de ne pas partager votre opinion.

Depuis plus d'un siècle, deux sociétés se sont formées et ont grandi côté à côté : l'une, la société cléricale, qui repose sur la doctrine du Syllabus et de l'encyclopédie « Quo ad eundem » qui la précède, doctrine qui, pour M. l'abbé Gayraud le reconnait, a été et est encore celle de l'Église : l'autre société, la société laïque, l'inspirant au contraire des philosophies du dix-huitième siècle et des principes de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Des lors, il était évident que deux forces qui reposaient sur des doctrines aussi contraires devaient forcément se combattre et que le mariage de raison, l'union mal assortie que le premier conseil avait contractée au nom du Gouvernement français avec le Saint-Siège, devait forcément se terminer par un divorce.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sortie de l'âme du peuple, comme a dit Louis Blanc, proclama non seulement la charte de la nation française mais des principes immortels qui ont circulé dans le monde comme des semeurs de liberté, selon la belle expression de M. Gabriel Compièvre, des vérités primordiales que la vingtième siècle a son aureole, sa valeur encore comme le point de départ des efforts qui restent à tenter dans la voie du progrès social et du bonheur de l'humanité. Appliquer dissimilaires à gauche et à l'extrême gauche, des idées enfin dont l'éloquence simplicité est tellement de nature à impressionner- les esprits, que la Chambre, en 1901, en a voté, à l'unanimité, l'affichage dans toutes les écoles de France. Très bien ! très bien ! sur les mêmes bases.

Le Syllabus et l'Encyclopédie qui le précèdent, datant du 8 décembre 1861, ont été publiés en même temps; et, comme le disait M. Gayraud il y a un instant, ils n'innovent rien. Le Syllabus n'est qu'un résumé des doctrines qui ont été de tout temps celles de l'Église, un résumé de ces doctrines qui restent des lettres éclairées et des allocutions des papes de toutes les époques, mais ils ont l'un et l'autre ceci d'important et de particulier, qu'ils ont été consacrés, comme la doctrine immuable de l'Église, par le concile œcuménique du 13 juillet 1870 qui a proclamé l'infaillibilité de Pie IX. C'est dire l'infaillibilité de leur auteur. Récitations à droite.

M. Lasies. Mais non.

M. Jean Codet. Monseigneur Lasies, permettez-moi de vous dire que M. l'abbé Gayraud est un clerc plus perçu que vous en matière de droit canon... M. Gayraud. Aussi permettez-moi de vous dire que vous vous trompez. Rires à droite.

M. Jean Codet. Vous dites que je trompe et vous venez d'affirmer ici à l'insistant que le Syllabus représentait bien la doctrine de l'Église. Je vous demande de vous mettre d'accord avec vous-même.

M. Gayraud. Je le suis.

M. Lasies. L'opinion de M. l'abbé Gayraud n'est pas pour moi un article de foi, et cependant je prétends être bien catholique.

M. le président. Permettez à l'orateur d'avoir aussi son opinion et de l'exprimer. Très bien ! très bien !

M. Jean Codet. Monseigneur Lasies, vous vous trompez, car le Syllabus, d'après les déclarations du pape Pie IX lui-même, le non seulement tous les papes, mais tous les catholiques. Si vous contestez cette vérité, j'en suis fichu pour vous, car vous tombez sous le coup de l'anathème.

M. Lasies. Se dites pas cela, ou je m'en vais. Rires.


M. le lieutenant-colonel Roussel. Nous ne sommes pas dans un concile œcuménique.

M. Jean Codet. Jaurais voulu le résumer pour le dire de mémoire, mais je craignais de le déflorer et de lui enlever quelque peu de sa saveur. La Chambre me excuses donc si je procède à quelques lectures du reste très brefes.

Et d'abord, que dit la Déclaration des droits de l'homme ?

L'article 3 de la Déclaration est ainsi conçu :

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

que répond le Syllabus ?

Art. 31. — Anathème à qui dira... M. Gayraud. Il n'y a pas d'anathèmes dans le Syllabus ; j'ai déjà eu l'honneur de le dire trois fois ici.

M. Jean Codet. Monseigneur Gayraud, voici le texte même...

M. Gayraud. Voulez-vous me permettre un mot ?... M. Jean Codet. Volontiers.

M. Gayraud. La plupart des traductions du Syllabus qui circulent de par le monde sont absolument fautives. (Exclamations à l'extrême gauche.) Pour avoir le vrai sens du Syllabus, il faut le lire dans le latin et comprendre le latin. (Très bien ! très bien ! à droite.

M. Jean Codet. Je sais bien que cette lecture m'a été faite par M. l'abbé Gayraud. M. Gayraud. Comment ! Pas du tout. Si vous voulez prendre jour, nous discuterons disposition par proposition. (Mouvements divers.)

M. Jean Codet. Le texte que j'ai entre les mains ne circule pas de par le monde ; il appartient à la bibliothèque de la Chambre des députés où je vais le remettre en descendant de cette tribune et où chaqu'un pourra le consulter. Il contient, du reste, à côté de la traduction française le texte latin.

M. Henri Laniel. Lis-le-le... M. Jean Codet. Mais vous ne permettrez de m'en laier à la traduction française... M. Suchet. Non : non ! M. Jean Codet... car nous sommes en France, et j'entends continuer à parler français ! Très bien ! très bien ! à gauche.

M. Gayraud. La traduction est inexacte.

M. le lieutenant-colonel Roussel. Le Syllabus n'est pas une loi de l'État ?

M. Lasies. Qu'avons-nous à faire avec le Syllabus ?

M. Jean Codet. Voici ce qu'il répond dans son article 34 :

« Anathème à qui dira : l'État étant par lui-même la source et le principe de tous les droits, jouit d'un droit qui ne reconnait aucune limite. »

Art. 19. — Anathème à qui dira : l'Église n'est pas une chose et parfaite société pleinement libre ; elle ne possède point de droits propres et constants, à elle conférés par son divin fondateur.

Voyons maintenant l'encyclique :

« Par notre première encyclique, qui vous a été adressée sous date du 9 novembre 1861, et par nos deux allocutions prononcées, l'une dans le consistorial 9 décembre 1855, et l'autre dans celui du 9 juin 1862, nous avons condamné les nombreuses erreurs qui dominent de nos jours.»

Ces opinions fausses et corruptrices doivent être d'autant plus détestées que..."
Vous ne m'empêcherez pas, messieurs, de dire toute ma pensée.

M. Gayraud. Parlez, parlez !

M. Jean Codet. L'encyclopédie répond :
   "Contrairement à la doctrine de la Sainte-Ecriture, de l'Eglise et des Saints-Pères, il ne se rattache pas à affirmer (ils se rapportent aux dieux qui n'ont pas été détour- nés des âmes par les passions), mais il n'oppose pas à affirmer que : la société se trouve dans l'état le plus favorable, lorsqu'on y n'y reconnaît pas, pour les dépôts- taires du pouvoir l'obligation de réprimere, par la sanction des peines, les violateurs de la religion catholique, si ce n'est autant que la tranquillité publique le demande.
   "Partant de cette idée absolument fausse du régime social, ils osent favoriser cette opinion erronée, s'enfouie à l'Eglise catho- lique et au salut des âmes, opinion appelée "délire" par Grégoire XVI, — en 1832, — notre prédécesseur, d'heureuse mémoire, savoir la "liberté de conscience et la culture dénuée de ce qui est un droit propre à chaque homme "... Ils ne peuvent pas et ils ne considèrent pas qu'ils précèdent une liberté de perdition, et que s'il est permis de ne tenir compte que des ap- préciactions humaines pour tout discuter et tout juger, il ne manquera pas d'hommes qui oseront résister à la vérité et mettre leur confiance dans les vaines paroles de la sa- gesse humaine."

Le suffrage universel qui a prouvé en fon- dant et en maintenant la République.

Et le Syllabus : Ecoutez, messieurs :
   "... Anathème à qui dira : La révélation divine est imparfaite, et par consé- quent soumise à un progrès continu et in- défini qui réponde au développement de la raison humaine."

En vérité, on croit rêver en lisant ces af- firmations qui datent d'un autre âge. Elles forment le contraste le plus saisissant avec tous les principes dont nous travaillons en- core à assurer l'application. Quoi ! c'est un pape, un pape moderne qui ose réclamer pour le pouvoir l'obligation de "réprimer par la sanction des peines les violateurs de la religion catholique " ! Il regrette sans doute le temps ou l'on châtiait les hérédi- tes en les liant et en les laissant retomber plusieurs fois sur le sol, ou bien en leur frottant les articulations avec du lard et en y mettant le feu jusqu'à ce que les os appa- rissent à nu.

Et bien ! non, à notre époque de liberté de conscience, de libre discussion, de li- berté de la presse et de liberté de réunion, nous avons d'autres moyens de convaincre nos semblables, que de ressusciter d'aus- si fideles suppliciées. "Exclamations à gauche."

M. Paul Lerolle. Vous fermez leurs écoles !
   "Tres bien ! très bien à droite."

M. Jean Codet. Le pape qui a écrit ces lignes devait évidemment penser comme M. Taine, que tous les articles de la Décla- ration sont des peignoirs dirigés contre la société humaine et que n'y qu'à pousser le manche pour faire sortir la laine."

MAIS ces documents ne sont pas seule- ment un réquisitoire violent contre la so- ciété moderne, ils constituent encore une violation formelle du Concordat lui-même, et à plus forte raison des Articles Organiques. On contestait tout à l'heure la validité de ces articles ; mais, je le dis en passant, on la contestait à tort, car les Articles Organi- ques et le Concordat sont intimement liés ; non seulement les Articles Organiques repré- sentent la loi de police visée par l'ar- ticle 1er du Concordat, mais ils ont été la condition du consentement de la France, condition sans laquelle le Concordat lui- même n'existerait pas. Ils ont donc force de loi ; ils sont la loi française, à laquelle nous devons le respect, comme le disait tout à l'heure M. Jumel dans une interrup- tion.

Je lis l'article 1er du Concordat :
   "La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conforment aux réglements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité pu- blique."

Que répond le Syllabus ?

"Anathème à qui dira : L'Eglise n'est pas une vraie et parfaite société pleinement libérée, elle ne possède pas de droits propres et constants à elle conférés par son divin fondateur, mais il appartient au pouvoir civil de déterminer quels sont les droits de l'Eglise et dans quelles limites elle peut les exécuter...

Voyons plus loin dans les textes que nous avons exposé que les évêques et les évêques violent si facile- ment le Concordat ? Ils suivent les ensei- gnements de l'Eglise.

A plus forte raison, messieurs, en est-il de même s'il s'agit des Articles Organiques. Je ne me souviendrai qu'à un exemple. L'article 1er des Articles Organiques est ainsi conçu :

"Aucune bulle, brief, rescrit, décret, man- dat, provision, signataire servent de provi- sion, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les parti- culiers, ne pourront être reçus, publiés, im- primés, ni autrement mis à exécution sans l'autorisation du Gouvernement."

"Art. 20. — Ils (les évêques) sont tenus de résider dans leurs diocèses. Ils ne pour- ront en sortir qu'avec la permission du pre- mier consul."

La réponse du Syllabus est nette et pré- cisée :
   "La voie : " Art. 49. — Anathème à qui dira... Exclamations à droite."

M. Paul Lerolle. Ce n'est pas exact !


M. Jean Codet. ... L'autorité civile peut entraver la liberté des communications ré- ciproques des évêques et des fidèles avec le pontife romain. (Interuptions au centre.)

Enfin les articles 2 et 6 des Articles Orga-
Saint-Siège a toujours été cédé. Ni Henri IV, ni Louis XIII, ni Louis XIV, ni le Régent, ni Napoléon I er, ni Napoléon III n’ont cessé de défendre, pendant plus de trois siècles, les droits qu’ils tenaient des Concordats. Il en fut de même, messieurs, depuis le Concordat de 1801 jusqu’en 1871, c’est-à-dire jusqu’à l’origine de la République actuelle.

Sous le second Empire, une difficulté s’était produite et était encore pendante au moment de sa chute : il s’agissait de la nomination de deux évêques, MM. Monnig et Gérin, qui avaient été nommés l’un à l’évêché de la Martinique, l’autre à l’évêché d’Agé.

Au moment où la République fut proclamée, l’investiture ne leur avait point encore été donnée. C’était l’époque de la guerre. La France était envahie, le gouvernement du 1er Septembre n’était représenté à Tours que par une délégation. M. Crémaux, alors ministre des Affaires étrangères, Vésuve, auprès de M. l’archevêque Guibert, celui-là même qui devait plus tard consacrer la France au Sacré-Cœur. Le moment était favorable, la curie romaine en profit. M. Guibert se mit en relations avec M. Crémaux qui avait quitté l’archevêché de Tours pour suivre l’Assemblée nationale à Bordeaux : il parvint à circonscrire le ministre républicain, que d’autres soucis absorbant, et à obtenir un décret qui porte la date du 21 janvier 1871 et qui rapporte ceux des 25 août 1860 et 17 mai 1867, qui avaient nommé les deux évêques que je viens de citer : M. Monnig à la Martinique et M. Gérin à l’évêché d’Agé.

C’était un premier succès ; la curie romaine voulut en obtenir d’autres.

Je n’insisterai pas sur les nominations qui eurent lieu ensuite par simple bref et non par bulle sub plumbo, comme c’était l’habitude pour la France. Ce procédé cependant est cher à beaucoup de théologiens, et l’un d’eux, non des moins importants, disait que « nommer par simple bref, c’était arracher une pierre à l’édifice du Concordat ». C’était, en effet, en violer formellement l’un des articles.

Mais un fait plus grave s’était produit : dans les bulles de nomination, on avait supprimé jusqu’au souvenir du Concordat ; on avait biffé ces mots qui figuraient auparavant dans toutes les bulles : « aprés concertation du Président de la République nommé en vertu du Concordat », il n’en était plus ainsi et au lieu du mot nominavit, c’est-à-dire de la phrase : « le président du Gouvernement de la République française a nommé », on avait substitué le mot présenta
cet qui veut dire : « le président du Gouvernement de la République a présenté ».

Vous satisfairez, messieurs, toute l’importance de cette substitution. Il est inutile d’y insister.

Le Gouvernement de la République protesta. M. Thiers notamment s’en expliqua devant l’Assemblée nationale et, à la séance du 22 juillet 1871, il s’exprima sur ce point avec une netté parfaite et une très grande énergie.

Le Gouvernement nomme, dit M. Thiers, et il est utile que je le dise hautement aujourd’hui, le Gouvernement nomme les évêques et les archevêques et il les présente pas.

Malgré cette protestation, le Saint-Siège ne se tint pas pour battu. Le cardinal Alon
di, avec son habileté habituelle, sentant qu’il avait fait fausse route, se replia en bon ordre : il excipa de sa bonne foi et il rétablit dans les bulles suivantes l’expression de nominavit ; mais il avait eu soin de faire précéder le mot nominavit du mot nobis qui changeait singulièrement la signification, quoique ce soit vraiment du bien mauvais latin et en même temps une subtilité bien jésuite.

Ce nobis introduit subreptice un vécu longtemps dans les bulles pontificales : il a vécu pendant presque toute la République. M. Emmanuel Combes, cependant, alors qu’il était ministre de l’instruction publique et des cultes, en 1893, essaya de le faire supprimer, mais il n’y réussit pas et ce n’est que dans ces dernières années, alors qu’il était président du conseil et en même temps ministre des cultes, que se condamna par le conseil d’État, qui avait de tout temps protesté, il refusa péremptoirement d’enregistrer les bulles.

On a dit que cette attitude du précédent président du conseil avait été voulue, qu’il n’était d’autre but que de provoquer la séparation des Églises et de l’État. Mais, messieurs, que dire alors de M. Thiers, protestant au nom du Gouvernement de la République française et défendant les droits de l’État, comme l’avaient fait avant lui les empereurs et les rois ?

M. Prache. Ils n’ont pas fait la séparation !

M. Jean Codet. Ce n’est pas tout. Pour chercher à se dégager des liens du Concordat qui a généré, la curie romaine a eu recours à un procédé à peu près analogue à celui que vous proposez en ce moment M. Gay
dard, et qui a pris le nom de : « entente préca
dile ».

Les noms ont eu l’habileté, vers la fin de l’Empire ou le commencement de la République, de persuader aux ministres des cultes que, pour éviter les difficultés qui pourraient se produire, il était beaucoup plus utile pour le Gouvernement de s’entendre au préalable avec le représentant du Saint-Siège.

On avait toujours cru jusqu’alors que c’était à M. Jules Simon que revenait l’honneur d’avoir inauguré ce système ; M. Emile Olivier l’a revendiqué il y a quelque temps dans un journal parisien. Que l’honneur du système revienne à M. Jules Simon ou à M. Emile Olivier, il n’en est pas moins vrai que pendant tout le temps qu’a duré la République jusqu’à nos jours, la curie romaine a largement exploité le procédé.

Ainsi on a vu le nonce non seulement discuter les candidatures qui lui étaient proposées, mais proposer lui-même des
candidates. Rome est arrivée ainsi, en quelques années seulement, à écartier plus de cinquante candidats qui ne lui paraissaient pas suffisamment romains...

**M. le comte de Lanjuinais.** Cela prouve qu’on lui proposait de bien mauvais choix.

**M. Jean Codet.**...alors que pendant plus de trois siècles, le pape avait été obligé d’insti-
tuer presque tous les candidats qui lui avaient été désignés par le Gouvernement, car, s’il en est deux ou trois qui font exception, ils ont été institués évêques en pos-
titus.

Aussi avec ce système de « l’entente préa-
table », Rome a-t-elle peuplé la France de pré-
latistes hostiles (Exclamations à droite), qui se sont empresse de déclarer la guerre à nos institutions, qui ont protesté contre presque tous les votes du Parlement et presque tous les actes du Gouvernement.

Ainsi appliqué, le Concordat ne nous offre plus aucun avantage.

Aujourd’hui les évêques voyagent libre-
ment. Nous les voyons plus au temps où Naples l’invita à consulter Portos, son mi-
nistre des cultes, sur l’autorisation que de-
mandait un évêque pour aller en voyage, écrivait en marge de la lettre ministérielle : « Quand je suis à la tête de mes armées, j’entends que tout le monde reste à son poste. »

Non, les évêques s’absolvent sans au-
torisation et ils ne font en cela qu’excé-
tuer la doctrine de l’Église : ils se mettent au-
dessus des lois. Il est inutile de rappeler l’exemple récent des deux évêques de La-
val et de Dijon. Après avoir résisté quel-
etemps, ils ont dû céder et ils ont été brisés par le Saint-Siège.

Enfin les évêques écrivent. Ils nous en-
voient même des brochures contre la sé-
paration. Il est vrai que l’exemple leur vient de haut. Le pape lui-même n’a-t-il pas protesté contre le voyage de M. le Pré-
sident de la République à Rome, auprès du souverain d’une nation amie ?

Ainsi, messieurs, je crois avoir démontré que le Concordat est violé en principe et violé en fait. Il est, depuis longtemps déclaré par l’Église, et s’il est en reste en-
core une parcelle de tout, c’est l’article qui oblige l’État à verser chaque année dans la main des ministres du culte les garanties quinquennales que le pape et le clergé re-
gèrent à comprendre aujourd’hui. (Vues explications à droite.)

**M. Lasies.** C’est odieux, ce que vous dites là ! Ne leur prêtez pas des sentiments pa-
rills. Cette discussion doit conserver la di-
gnité qui convient à tout le monde. (Ap-
plaudissements à droite.)

**M. Jean Codet.** Monsieur Lasies, vous ne
n’empêcheriez pas de dire que ce que le clergé regrette le plus amèrement aujourd’hui dans le Concordat, ce sont les millions du budget des cultes. (Novelles exclama-
tions à droite.)

**M. Lasies.** Vous vous trompez ! Nous combattons la loi parce qu’elle porte atteinte à la liberté. En parlant comme vous le faites, vous insultez le clergé qui est issu du peuple en grande partie.

**M. Jean Codet.** Je conclus que la sépara-
tion est nécessaire, qu’elle est inévitable et que nous devons la voter.

(Oh ! Je sais bien que quelques-uns reviennent encore d’une Église gallicane dont les prê-
tres seraient des fonctionnaires exerçant librement leur mission.

Si cette solution était possible, peut-être hésiterez-vous à voter la séparation, mais pourrions-nous espérer détacher de Rome le clergé qui est devenu de plus en plus ro-
mant ? Sommes-nous assez forts pour res-
susciter l’œuvre de Louis XIV ? (Brulé à droite.)

**M. Lasies.** Vous ne pourriez pas y réussir.

**M. Jean Codet.** Pouvoir-nous essayer de ressusciter l’Église gallicane après Napo-
leon Ier, qu’il a tenté en vain ? Nous n’avons pas aujourd’hui les moyens de persuasion et nous disposons Louis XIV et Napoléon Ier ...

**M. Prache.** Vous avez les ficelles.

**M. Jean Codet.** ... et si Bossuet vivait encore, il serait déclaré anathème par le Syllabus ne serait pas mieux traité que l’évêque de Laval et celui de Dijon.

Ceux qui feront appel aux services du prêtre rétribueront ces services, comme ceux de l’avocat, du notaire ou du mé-
decin. Mais il sera bon de leur montrer qu’une économie réelle et sérieuse a été réalisée par la suppression du budget des cultures, et c’est là le but d’un amendement que j’ai déposé et que j’aurai l’honneur de défendre.

Il ne modifie rien l’économie générale de la loi. L’estime en effet qu’en une matière aussi importante et aussi délicate, alors que le Gouvernement et les commissions se sont mis d’accord sur un texte, il faut être sobre d’amendements.

Je ne discuterai donc pas les articles, et je laisserai le soin de les défendre à notre éminent rapporteur M. Briand, ainsi qu’à mon excellent ami M. le ministre des cultes.

Sous un gouvernement de liberté, comme le notre, il n’y a qu’une solution : la lib-
erté. Exclamations à droite.

**M. le comte de Lanjuinais.** Alors ! pour-
quoi nous la refusez-vous ?

**M. Jean Codet.** Le projet qui nous est soumis est large et libéral. (Novelles exclama-
tions à droite.) Il respecte les droits acquis, il règle d’un coup une situation qui est heureuse des cultes.

**M. le baron Amédée Reille.** Vous trouvez cela ?

**M. Jean Codet.** C’est mon opinion ; vous défendrez la vôtre après moi.

Partisan de la liberté de penser, je veux laisser à chacun la liberté de croire et de pratiquer ; le projet me donne satisfaction et je le voudrais sans hésiter. (Très bien ! Très bien ! très bien ! à gauche.)

Le Concordat n’existe plus. Violé en prin-
cipe par les doctrines de l’Église, il est violé, en fait, par les actes des archiépiscopats et des évêques et par le pape lui-même ; l’Église a déchérié contre lui toutes les tempêtes de la réaction, elle en a fait une feuille morte et c’est le souffle pacificateur de la liberté et du progrès qui l’emporte. (Appalude-
ments à gauche et à l’estréne gauche.)

Voir diverses. A jeudi !

**M. le président.** La parole est à M. Four-
nier.

**M. François Fournier.** Je veux simplement répondre quelques mots à M. Gay-
raud.

**M. Bichant.** Nous déposons une de-
mande de scrutation. (Exclamations à droi-
et sur diverses banes.)

**M. Maurice Allard.** Nous demandons la clôture. (Dérogations à droite.)

**M. Desfarges.** Oui, nous demandons la clôture de la discussion. (Dérogations à droite.)

**M. le général Jacquey.** Mais la discus-
sion n’est pas même commencée !

**M. le président.** Je me borne à faire observer qu’un scrutin durera plus long-
temps que les observations de M. Fournier. (Très bien ! Très bien !)

Si vous voulez bien, messieurs, nous pourrions entendre M. Fournier, qui est le dernier orateur inscrit sur la motion. La Chambre statuerait ensuite et renverrait la suite de la discussion à une séance ulté-
rière. (Assentiment.)

La parole est à M. Fournier.

**M. François Fournier.** Répliquant à l’une de mes interruptions, M. Gayraud m’a mis au défi de parler du Syllabus à la tri-
bune.

**M. Gayraud.** Je n’ai pas dit cela.

**M. François Fournier.** Qu’avez-vous dit ?

**M. Gayraud.** J’ai demandé si vous com-
naissez le Syllabus.

**M. François Fournier.** Vous avez dit : Je vous mets au défi d’expliquer le Syllabus.

**M. le baron Amédée Reille.** Il y en a beaucoup, en effet, qui en parlent sans même l’avoir lu.

**M. François Fournier.** Si vous voulez, je vais vous en donner lecture. (Exclamations sur diverses banes à droite.)

**M. Charles Benoist.** Ce ne serait pas une bonne lecture pour vous.

**M. François Fournier.** Messieurs, j’ai eu
devoin demander la parole pour, en
quelques mots, démontrer à M. Gayraud que je connais le Syllabus. (Appalude-
ments trompeurs à droite.)

L’attitude des membres de la droite ne me paraît pas de supposer un soul instant que je pourrais bénéficier à cette tribune de leur générosité. (S’il s’est à droite.) Mais, malgré leurs interruptions systématiques, ils ne m’empêcheront pas de présenter mes courtes observations.

Le débat qui s’est ouvert ici n’a pas pour
M. Camille Krantz. Très bien !
M. François Fournier. Ce débat ne peut pas être un débat théologique ; mais comme il a plu à M.Gayraud de parler de la doctrine catholique, il me semble qu'il est de notre droit, sinon de notre devoir, de venir, à notre tour, contester les préventions de l'Eglise catholique (Exclamations à droite).
De tout temps, elle n'a eu en vue que de s'assurer la prédominance matérielle et universelle dans la société. Si nous examinons, dans le passé, ce qu'elle a proclamé, nous verrons, comme l'a fait bien dit M. l'abbé Gayraud (Ah ! ah ! à droite), — je dirai, si vous voulez, M. Gayraud, abbé de sa profession. On rit. —
M. le baron d'Aubigny. Dites : citoyen.
M. François Fournier. M. Gayraud a eu raison de dire que l'Eglise catholique n'a jamais varié et que le Syllabus a été la déclaration synthétique des préventions de l'Eglise catholique.
Puisque nous trouvons combats dans le Syllabus tous les principes de liberté propres à favoriser l'émancipation morale et intellectuelle et même matérielle des individus, il est bien de notre droit et de notre devoir de protéger contre de pareilles préventions. M. Charles Benoist. Ne refaites pas le Discours sur l'Histoire universelle. Fiers.
M. François Fournier. Monsieur Charles Benoist, si j'avais à faire un discours sur l'histoire universelle, j'espère qu'avec votre amabilité habituelle à l'égard de vos collègues vous me permettriez de faire appel à vos lumières pour me documenter. M. Charles Benoist. J'essayerais. —
M. François Fournier. Mais je n'ai pas cette intention. Je veux simplement protéger contre la prétention de M. l'abbé Gayraud et déclarer qu'au point de vue des principes nous condamnons la doctrine de l'Eglise catholique ; mais, comme nous avons le respect de la liberté de conscience que le Syllabus condamne, nous ne voulons pas porter atteinte à la liberté de ceux qui croient encore devoir aller dans les églises pour adorer un Dieu plus ou moins chimerique (Interruptions à droite).
M. Lasies. Il sera bien vexé, quand il apprendra cela (On rit). —
M. François Fournier. Il ne faudrait pas qu'à propos de la discussion qui est ouverte, on puisse, du haut de cette tribune, créer une équivoque dont on se servirait dans le pays ; il ne faut pas, comme vous l'essayez dans vos journaux et vos réunions privées ou publiques, messieurs de la droite, insinuer que nous voulons fermer les églises et persécuter la personnalité des curés. Nous ne voulons persécuter personne. A droite, Mais si !
M. Ferdinand Bougère. Mors vous ne voyez pas clairement ce que vous faites.
M. François Fournier. Nous voulons établir un régime de liberté dans le droit commun.
M. François Fournier. … nous entendons des protestations s'élèver sur les banes de la droite. (Dérogations à droite.)

Le prolétariat sait quels sont ses adversaires, il a conscience du bluffede de ceux qui préchent la résignation en disant: plus grands seront tes maux sur la terre, plus grand sera ton bonheur dans le ciel. Le prolétariat ne s'y laisse plus prendre. Vous savez bien que vous faisez lors-que vous vous opposez à toutes les mesures qui avaient pour but de déตรiquer l'instruction laïque; vous savez que, lorsque le prolétariat pourrait ouvrir un livre, il connaîtrait toutes vos tromperies et il pour-raît vous dîmacer. Cette heure approche. Nous avons la prétention d'avo supérieur nous, quoi que vous en disiez, la majorité des tra-vailleurs, tous ceux qui pensent, qui rai-sonne; quant à vous, vous n'avez que eux qui veulent maintenir une exploita-tion dure, rigoureuse, pesante sur les tra-vailleurs. Ceux d'entre vous qui feignent de croire à la religion…

M. Lasies. Vous n'avez pas le droit de mettre en doute la sincérité de vos collègues.

M. Archdeacon. Dites-nous ce que vous pensez des francs-maçons qui se font en-lérer à l'église?

M. le président. M. Fournier n'a voulu susciter la sincérité d'aucun de ses collègues.

M. François Fournier. Je disais que ceux, dans le monde bourgeois, qui affectent d'être des clerciques, tiennent cette conduite parce qu'ils croient que, suivant leur exemple, le prolétariat consentira à marcher derrière les curés.

Il n'en est pas ainsi. Le prolétariat ne marche derrière le curé que lorsqu'il y est contraint, que lorsque, selon vos habitudes, vous lui imposez d'aller à la messe, de fré-querter Notre-Dame de l'issue… (Excla-mations à droite. — Applaudissements à l'ex-trème gauche.)

M. Laurent Bougrère. Vous ne connaissez pas le prolétariat.

M. François Fournier. … avec, nouvelle épée de Damoclès suspendue sur leur tête, la menace d'être privés de pain. Voilà la vérité.

Pour conclure, nous voterons la loi de séparation et, pour l'indiquer, nous repous-serons la motion de M. Gayraud. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

M. le président. M. Gayraud m'a informé qu'il n'insistait pas pour obtenir de la Chambre un vote sur le fond de sa motion, mais qu'il en demandait le renvoi à la com-mission.

M. le rapporteur. La motion de l'honora-ble M. Gayraud a été discutée longuement; la Chambre est renseignée sur les argu-ments qui pourraient être mis en œuvre pour la faire valoir.

Quant à moi, pour les mêmes raisons que j'ai opposées à la motion préjudicielle de l'honorable M. Berry, je demande à la Cham-bre de repousser la motion de M. Gayraud, et, si notre collègue insistait pour le renvoi à la commission, je demanderai à la Cham-bre de voter contre ce renvoi. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des cultes.

M. Bienvenu Martin, ministre de l'Instruc-tion publique, des beaux-arts et des cultes. Le Gouvernement se joint à la commission pour priser la Chambre de repousser la motion de M. Gayraud.

M. Gayraud demande que le Gouverne-ment soit invité à réunir une commission de ministres des cultes, en vue d'établir une entente avec les chefs des Eglises inté-ressées. Le Gouvernement décline l'invitation qui lui est faite. Il estime qu'il appartient exclusivement au Parlement, organe de la souve-raineté nationale, de discuter et de régler en toute liberté les conditions dans les quelles la séparation doit être faite. (Applau-dissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

M. le président. Je vais d'abord mettre aux voix le renvoi de la motion de M. Gayraud à la commission.

Appliquez-vous la demande de scrutin pu-blique à cette demande de renvoi? (Oui! oui! à gauche.)


M. le rapporteur. Que l'on retire la dé-mande de renvoi et l'on votera à main levée sur la motion.

M. Ferdinand Buison, président de la commission. Nous ne demandons pas le scru-tin public sur le fond, mais si l'on persiste à demander le renvoi, nous sommes obli-gés de maintenir notre demande de scrutin public.

M. Henri Laniel. Nous constatons que la commission fait de l'obstruction. Nous sou-rions suivre son exemple. (Bravo.)

M. le président. Je mets aux voix le renvoi à la commission de la motion préjudicielle de M. Gayraud.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Jules-Louis Breton, Pastre, Issoard, Fér-on, Baudon, Giroud, Gépérin, Raymond Ley-gue, Pajot, Deville, Gérald-Richard, Basque, Bagnol, Selle, Vaillant, Delory, Rouanet, Antoine Gras, Albert Tournier, François Fournier, etc.

Le scrutin est ouvert. (Les votes sont recueillis. — MM. les se-cretaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre des votants</th>
<th>548</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Majorité absolue</td>
<td>275</td>
</tr>
<tr>
<td>Pour l'adoption</td>
<td>162</td>
</tr>
<tr>
<td>Contre</td>
<td>386</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La Chambre des députés n'a pas adopté. La motion est-elle maintenue?

M. Gayraud. Non, monsieur le président, je la retire.

M. le président. La Chambre entend sans doute renvoyer la suite de la discussion à la prochaine séance…

Voix nombreuses. Oui! oui! — À jeudi!

M. le président. Il n'y a pas d'opposition au renvoi?

Il en est ainsi ordonné.

6. — RÉGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je préviens d'avance la Chambre qu'il y aurait lieu de tenir vendredi une réunion dans les bureaux pour les organiser et nommer les commissions mensuelles des congrès, des pétitions, d'intérêt local et d'initiative parlementaire.

Il n'y a pas d'opposition?… Il en est ainsi ordonné.

Je rappelle à la Chambre qu'elle a décidé qu'elle tiendrait une séance exceptionnelle jeudi matin pour discuter le régime des boissons.

La parole est à M. Decker-David.

M. Decker-David, président de la com-mission de l'agriculture. Je veux simplement faire remarquer à la Chambre, au nom de la commission de l'agriculture, qu'il avait été entendu que les séances du jeudi matin se-raient réservées à la discussion des ques-tions agricoles; mais, comme il s'agit des intérêts des viticulteurs, la commission consent à l'abandon de quelques-unes de ces séances, se réservant de demander à la Chambre de reprendre ensuite la bonne tradition qu'elle avait suivie jusqu'à pré-sent. Très bien! très bien!)

M. Charles Benoist. Si vous appelez cela une bonne tradition, vous n'êtes pas diffé-rente.

M. le président. La commission des bois-sons demande l'insertion à la suite du compte rendu au congés de la précédente séance du rapport supplémentaire de MM. Morlot sur les divers amendements relatifs au régime des boissons.

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi ordonné. (Assentiment.)

Jeudi, à neuf heures du matin, 1re séance publique:

Discussion des interpalliations: 1er de M. Perroche, concernant l'application de la circulaire du 8 août 1903 et de l'instruction du 30 août 1901 du ministre des finances relatives à la réglementation des bouilleurs de cru; 2e de MM. Lucien Coriné, Paul Meu-nier et Devins sur l'application de la loi du 31 mars 1903 concernant les bouilleurs de cru, et discussion de la proposition de loi présentée par la commission des boissons et ayant pour objet de modifier diverses dispositions relatives au régime des boissons; discussion de la proposition de loi pré-sentée par la commission des boissons sur le régime des spiritueux.

À deux heures, 2e séance publique:

Conformément à la résolution du 7 no-embre 1902, il sera procédé, pendant la